

le prolétaire

organe du parti communiste international

M2414 - 450 - 5F

CE QUI NOUS DISTINGUE : La revendication de la ligne qui va de Marx à Lénine, à la fondation de l'Internationale Communiste et du Parti Communiste d'Italie (Livourne 1921) ; la lutte de la Gauche Communiste contre la dégénérescence de l'Internationale, contre la théorie du "socialisme dans un seul pays" et la contre-révolution stalinienne ; le refus des Fronts populaires et des blocs de la résistance ; la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaires, en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et électoraliste.

- le prolétaire -
Journal bimestriel - Un exemplaire :
5FF, 30FB, 3FS, 3000Li, 100Pts
- programme communiste -
Revue théorique - Un exemplaire :
25FF, 140FB, 10FS, 5000Li

- il comunista -
Journal bimestriel en italien
Un expl.: 10FF, 40FB, 5FS, 2000Li
- el programa comunista -
Revue théorique en espagnol
Un expl.: 20FF, 120FB, 8FS, 400Pts

- le prolétaire -
No 450
Août-Sept.-Oct. - 1999
36^e année

DANS CE NUMERO

-Non à la guerre du Roquefort!
-L'économie mondiale sous un volcan (2)
-Les amères désillusions des humanitaires au Kosovo
-Togo: massacres dans une dépendance de l'impérialisme français

Massacres et appétits impérialistes au Timor

A peine le drame du Kosovo avait-il disparu de la une des médias que la tragédie du Timor Oriental lui succédait: massacres et déportation de population se succédaient alors que, impuissants, les fonctionnaires de l'ONU étaient obligés de quitter précipitamment le territoire où ils étaient venus apporter la paix et la démocratie...

Le Timor Oriental est une ancienne colonie portugaise qui avait proclamé son indépendance fin novembre 1975. Le 7 décembre les troupes indonésiennes, qui avaient été massées au Timor Occidental envahissaient le territoire et brisaient toute résistance; l'annexion à l'Indonésie était proclamée peu après. La répression contre les indépendantistes et les ravages de la famine auraient causé près de 200.000 morts dans un territoire qui comprend aujourd'hui moins de 800.000 habitants. L'annexion du Timor Oriental n'a été reconnue que par un petit nombre de pays (l'Australie voisine fut le premier de ces pays), mais en fait elle avait reçu l'aval des Etats-Unis, soucieux de récompenser un allié sûr et de ne pas risquer de voir un petit Etat tomber sous l'influence soviétique ou chinoise: c'était l'époque où les américains venaient de perdre l'Indochine.

La fin du régime Suharto et le processus de «démocratisation» en cours dans le pays, visant à associer des couches bourgeoises plus larges à la gestion du pays - et aux affaires les plus juteuses, autrefois monopolisées par des cliques affairistes restreintes - et à donner une légitimité plus grande à l'Etat aux yeux des masses, a été ressenti par l'ONU et ses parrains comme l'occasion de tourner la page du conflit timorais, c'est-à-dire de faire disparaître l'un des foyers de tension existant dans l'archipel: l'Indonésie a une importance stratégique pour l'impérialisme, et pas uniquement en raison de sa taille (plus de deux cent millions d'habitants) et de ses ressources. Elle commande en effet une voie commerciale maritime de première importance qui relie le Japon et les pays asiatiques aux marchés européens et aux sources de matières premières. Tout ce qui augmente l'instabilité de l'Indonésie, pays jeune, sans tradition nationale et fragmenté tant du point de vue géographique qu'ethnique ou religieux, constitue une menace pour cette voie commerciale où sévissent déjà de plus en plus des pirates, et donc pour le commerce international.

Mais il y a sans aucun doute des motiva-

(Suite en page 7)

Contre le collaborationnisme de gauche et d'extrême-gauche, le prolétariat ne peut se défendre qu'en retournant aux méthodes de classe

JOSPIN PROMET LE PLEIN EMPLOI, LES LICENCIEMENTS CONTINUENT

L'annonce simultanée par Michelin d'un bénéfice en hausse de 17 % et de la suppression de 7500 emplois en Europe (10 % de ses effectifs) ainsi que l'accueil enthousiaste réservé par la bourse à cette annonce ont fait scandale, tant en raison de l'arrogance du PDG que par le fait qu'elle venait après l'annonce par le Premier ministre d'un retour proche au plein emploi. Embarrassé, Jospin a déclaré à la télé que le gouvernement ne pouvait rien faire, car, a-t-il doctement affirmé, le rôle de l'Etat n'est pas de «réguler» l'économie, et il n'a pas hésité à dire que c'était ... aux travailleurs à se «mobiliser» contre ce genre de mesures! Une si insolite déclaration a suscité l'indignation du baron de Seillière (président du ME-DEF, la nouvelle appellation du Patronat). L'ancien trotskyste serait-il redevenu, l'espace d'un moment, un adepte de la lutte ouvrière?

Il n'en n'est rien, bien sûr. Si le Premier ministre a pu appeler à la mobilisation des prolétaires, c'est parce qu'il savait qu'il n'avait rien à craindre sur ce terrain, verrouillé par l'aile gauche du gouvernement - le PCF - et les grandes organisations syndicales. Quant à ses anciens camarades trotskystes, forts de leur relatif succès électoral aux dernières élections européennes, ils n'ont qu'une idée en tête: réaliser enfin l'unité d'action avec le PCF qui, affaibli, est prêt à envisager cette perspective.

Lors de la fête de l'Huma, le PCF, conscient de la grogne au sein de la classe ouvrière vis-à-vis de la politique pro-capitaliste du gouvernement de gauche, a lancé la proposition d'une grande manifestation contre les licenciements et le chômage. Les prolétaires conscients ne peuvent que considérer une telle manifestation, non seulement comme une action stérile, un énième défilé-procession, mais aussi comme une répugnante manoeuvre de diversion de la part d'un parti qui, en tant que membre du gouvernement, est co-

responsable de sa politique pro-capitaliste, donc du chômage et des licenciements qu'elle facilite, de la précarité accrue qu'elle permet et qu'elle organise avec les fameux 35 heures (suppression de la durée légale hebdomadaire du travail, généralisation de la flexibilité de la main d'oeuvre, gel du salaire minimum).

La LCR et Lutte Ouvrière ont au contraire applaudi à cette initiative et engagé des pourparlers avec le PCF pour sa réalisation concrète. LO a voulu se montrer plus radicale en évoquant une grève générale; la LCR lui a répliqué qu'une grève générale ne se décrète pas: nous ne sommes plus dans les années soixante-dix, où l'invocation de la grève générale était de rigueur parmi ce que les marxistes appellent les *centristes*, c'est-à-dire les pseudo-révolutionnaires d'extrême-gauche. Mais de toutes façons, même si l'*opportunisme*, c'est-à-dire le collaborationnisme politique et syndical, se décidait demain d'appeler à une grève générale, ce serait dans le but exclusif de

(Suite en page 2)

Marxisme et Autorité

La fonction du parti de classe et le pouvoir dans l'Etat révolutionnaire

(Troisième séance de la réunion générale de Turin, 19/20 mai 1956)

Le texte que nous publions ici constitue la suite logique de celui que nous avons publié sur le précédent n° du journal: «Principes marxistes fondamentaux». Il s'agit du texte d'un rapport qui reprend le même thème: réaffirmation, contre tous les démocrates, libertaires et autonomistes, de la fonction primordiale du parti, sans lequel le

prolétariat non seulement ne peut prendre le pouvoir et instaurer sa dictature, mais ne peut même pas se constituer en classe au sens marxiste du terme, c'est-à-dire non en tant que catégorie sociologique de la société bourgeoise, mais en tant que classe consciente de ses tâches historiques et luttant pour leur réalisation.

QUI ARBITRERA LES DIVERGENCES?

Le problème a été esquissé à la fin de la première séance, consacrée à l'histoire du tournant qui vit la victoire (en 1926) de la ligne de la construction du socialisme en Russie avant et sans la révolution prolétarienne en Europe, la victoire du courant représenté par Staline, et également par Boukharine et beaucoup d'autres avant qu'ils ne passent eux aussi dans l'opposition et qu'ils finissent victimes de la répression (1).

Si l'on admet que jusqu'après la mort de Lénine le parti a suivi la ligne politique historiquement correcte, défendue magistralement au cours de longues décennies, qui culminait dans la prise en charge totalitaire du pouvoir d'Etat, à la tête de la classe dirigeante, le prolétariat salarié, allié à la classe subordonnée des petits paysans dans une phase transitoire à la dictature du seul prolétariat et à la transformation socialiste après la victoire politique et sociale du prolétariat dans une grande partie au moins de l'Europe bourgeoise; si l'on admet cela - et ici est sinon le doute, du moins la question - comment expliquer alors que ce parti si bien préparé par toute son histoire, se soit brisé au profit des thèses défaitistes, contre-révolutionnaires?

Existe-t-il une force historique, une assemblée, un Corps, que l'on pourrait consulter pour éviter l'erreur et la catastrophe, étant

donné que le mécanisme du parti bolchévique et celui de l'Internationale avec lui, firent misérablement faillite, au point d'accepter comme ligne orthodoxe et révolutionnaire celle qui conduisait à la trahison et au passage à l'ennemi bourgeois?

De façon générale où trouver la direction, le guide suprême de l'action de la classe laborieuse dans la lutte pour le socialisme?

C'est une question qui a coûté de nombreuses crises, de nombreuses épreuves et de dures défaites. Elle se pose depuis les temps difficiles où l'Europe avancée devait être encore rudement secouée pour faire place nette, sur les ruines des institutions féodales, aux nouvelles formes sociales capitalistes qui ne pouvaient s'imposer sans l'oxygène des libertés nationales et juridiques.

Cette question secoua aussi l'Internationale ouvrière après 1871, lors du conflit historique entre Marx et Bakounine, entre les «autoritaires» et les libertaires qui pendant de nombreuses décennies et en de nombreux endroits passèrent pour l'aile la plus résolue et la plus active du mouvement des classes laborieuses.

Sans voir qu'ils s'enfonçaient totalement dans les brumes de l'idéologie bourgeoise, les anarchistes prétendaient que tout individu pouvait de façon autonome décider de son action, et qu'en supprimant toute contrainte extérieure, on résoudrait aussi implicitement le problème de soustraire le travailleur à l'exploitation patronale: «continuation» de

la voie bourgeoise qui avait libéré la conscience individuelle des entraves religieuses et le droit personnel des entraves juridiques. Se baptisant anarcho-communistes ou anarchistes-organisateur (même si pour ne pas utiliser le mot *parti*, ils faisaient partie à l'époque de cette polémique célèbre de l'*Alliance de la démocratie socialiste*, appellation bien digne de nos pires politiciens actuels), ils admettaient les unions ouvrières de défense syndicale; ils parlaient aussi vaguement de futures petites «Communes» locales, formées par l'adhésion libre et spontanée des habitants d'un territoire, autonomes entre elles et dans leurs rapports.

La critique classique de Marx et d'Engels a réduit en pièces ce système branlant. Elle a démontré que la spontanéité et l'autonomie n'étaient pas des conceptions valables pour le mouvement révolutionnaire d'une classe bien définie; celle-ci a besoin au contraire de la formation d'un parti unique et central, qui dépasse les divisions de corporations et de localités et surmonte les caprices locaux et occasionnels. Marx et Engels expliquèrent que ce n'est pas de la conscience, mais des forces et violences matérielles convergentes que naît le phénomène suprêmement autoritaire qu'est une révolution (Engels): jamais la révolution ne pourra démanteler les vieilles institutions si elle ne leur applique pas un nouveau pouvoir, un Etat.

(Suite en page 5)

Contre le collaborationnisme de gauche et d'extrême-gauche, le prolétariat ne peut se défendre qu'en retournant aux méthodes de classe

(Suite de la page 1)

prévenir ou de détourner d'authentiques luttes classistes, de contrôler et canaliser le mouvement du prolétariat afin de l'empêcher de s'attaquer réellement aux capitalistes et à leur Etat.

Dans son journal, la LCR, estime que la manifestation projetée peut être en tant que telle «un coup d'arrêt aux plans patronaux» et peut «forcer le gouvernement à changer de cap», à condition qu'elle soit «préparée sérieusement», qu'elle soit «réellement unitaire, rassemblant toutes les organisations syndicales, associatives, politiques»: «Nous sommes pour l'unité la plus large, pour que chaque force appelle sur ses propres positions, mais il faut savoir que la dynamique objective (sic!) d'une telle manifestation s'oppose à la politique patronale et remet en cause la politique du gouvernement» (1): peu importe qui l'organise, sur quelles bases et dans quel but, peu importe qu'elle rassemble les partis du gouvernement, la «dynamique objective» transformera magiquement une manifestation destinée à calmer les prolétaires en instrument de lutte anti-patronal et pourra faire changer de politique le gouvernement...

A l'heure où nous écrivons, nous ne savons pas si la manifestation contre le chômage, qui dans l'idée du PCF doit regrouper toute la gauche (PS, PCF, Verts, LCR, I.O et les syndicats), aura bien lieu sous cette forme. Les syndicats, redoutant la concurrence, y paraissent opposés; les Verts hésitent; le PS voudrait avoir des garanties qu'elle ne donne «l'illusion» que le gouvernement puisse «interdire les licenciements» - Hue a protesté qu'il plaiderait seulement pour une «suspension» des plans de licenciement en cours afin de permettre aux «partenaires sociaux» de «négocier». Sans commentaires... Même s'ils avancent fièrement les terribles mots d'ordre d'interdiction des licenciements dans les entreprises qui font des bénéfices (tant pis

pour les prolétaires qui sont employés dans des entreprises qui n'en font pas) et de vote d'une vraie loi sur les 35 heures créant des centaines de milliers d'emplois (tant pis pour les millions de chômeurs qui seraient donc laissés de côté), les trotskystes sont les plus enthousiastes, la LCR assurant même qu'elle pouvait aider le PCF à attirer des organisations syndicales (2)...

Loin donc de dénoncer la fonction anti-ouvrière du PCF et plus précisément son rôle de couverture à gauche du gouvernement actuel que Jospin a eu la maladresse de laisser apparaître de façon trop évidente, les trotskystes de la LCR et de LO l'aident à remplir ce rôle, et y participent eux-mêmes sans retenue!

L'UNITÉ AVEC L'OPPORTUNISME, C'EST L'UNITÉ AVEC LA BOURGEOISIE

Paraphrasant Trotsky qui critiquait les faux révolutionnaires liés au Front Populaire, nous pouvons écrire: Krivine et Laguiller s'accrochent à Hue qui s'accroche à Jospin qui s'accroche à Michelin et au baron de Seillières. Trotsky commentait: «Les centristes ont beau bavarder sur les "masses", ils s'orientent toujours sur l'appareil réformiste. (...) La condition de la victoire du prolétariat est la liquidation de la direction actuelle. Le mot d'ordre de l'"unité" devient dans ces conditions non seulement une bêtise, mais un crime. Aucune unité avec les agents de l'impérialisme français et de la Société des Nations [le prédécesseur de l'ONU - NdIR]» (3). Il faisait ainsi écho à l'affirmation lapidaire de Lénine selon laquelle l'unité avec l'opportunisme, c'est l'unité avec la bourgeoisie et son Etat.

La défense de leurs intérêts, la résistance contre l'exploitation capitaliste, la riposte aux attaques bourgeoises menées aujourd'hui par les politiciens et le gouvernement des partis de gauche, les prolétaires ne peuvent l'attendre de ces mêmes partis dont toute l'action ne sert que la classe ennemie. Mais ils ne peuvent pas davantage l'attendre de ceux qui répandent l'illusion que ces partis de gauche sont malgré tout du côté de la classe ouvrière, que ce gouvernement pourrait suivre une politique favorable aux tra-

vailleurs, que l'Etat n'est pas l'instrument de la domination de la bourgeoisie mais une institution neutre, au-dessus des classes, qu'il est possible enfin d'améliorer leur sort, de faire reculer le chômage au moyen de lois, par la voie électorale, parlementaire et pacifique.

La défense des intérêts prolétaires exige la rupture avec l'opportunisme, le collaborationnisme, c'est-à-dire avec tous ces partis et organisations de gauche qui enchaînent la classe ouvrière à la défense de l'économie nationale, à la défense de l'entreprise, à la défense de la démocratie, à la défense de l'Etat, contre les concurrents étrangers («mondialisation») ou contre une supposée menace réactionnaire («libéralisme», «fascisme»). Les prolétaires n'ont rien d'autre à défendre dans cette société que leurs seuls intérêts de classe; ils n'ont pas d'amis ou de soutiens sur qui compter, mais ils ont une quantité de faux amis à démasquer et à combattre. L'impuissance actuelle des prolétaires est directement fonction de l'influence dont jouissent toujours les grandes organisations, partis et syndicats, de la collaboration entre les classes, avec l'appui de toutes les institutions bourgeoises.

La puissance de la classe ouvrière naîtra demain du retour aux méthodes et aux moyens de la lutte de classe, de l'union des rangs ouvriers par-delà les limites d'entreprise, de catégorie, de nationalité, de race ou de sexe dans une seule et même lutte contre la bourgeoisie, son Etat et tous ses laquais. La classe ouvrière, qui produit toutes les richesses de la société, qui a pour elle l'avantage du nombre, a déjà démontré dans le passé qu'elle est capable non seulement de résister, mais aussi de s'attaquer à la bourgeoisie, de renverser le pouvoir de celle-ci et d'instaurer le sien, même si elle n'a pu le faire que momentanément et dans quelques pays seulement. Depuis cette époque l'extension du système capitaliste au monde entier et sa croissance tumultueuse ont énormément accru la force potentielle du prolétariat et constitué des bases incomparablement plus larges pour la future vague révolutionnaire internationale. Pour que cette force potentielle devienne réelle, pour qu'elle puisse se concrétiser, il n'y a pas de nouvelles alternatives à inventer, de nouvelles solutions à trouver, de nouvel-

les perspectives à tracer: il faut et il suffit que le prolétariat reprenne le chemin qu'il a suivi hier et que la contre-révolution lui ait fait perdre, qu'il se réapproprie son programme et ses armes de lutte, qu'il retrouve les enseignements des combats qu'il a mené depuis qu'existe le capitalisme, en un mot qu'il se reconstruit en classe, donc en parti.

Cela ne pourra pas se faire du jour au lendemain. Il faudra non seulement l'ébranlement de l'équilibre contre-révolutionnaire existant depuis des décennies sous le choc des contradictions croissantes du capitalisme qui pousseront au combat de larges secteurs de la classe, mais aussi la lutte théorique, politique et pratique intransigeante des révolutionnaires marxistes contre toutes les fausses alternatives, contre tous les faux amis, plus dangereux s'ils se parent de couleurs «révolutionnaires» ou «communistes»; c'est la condition pour que puisse se constituer l'organe suprême de l'émancipation prolétarienne, le parti communiste mondial, dirigeant la classe ouvrière de tous les pays dans la lutte pour renverser la bourgeoisie mondiale et instaurer la dictature internationale du prolétariat, phase nécessaire à la destruction des rapports capitalistes de production et à l'instauration du communisme. Cela ne sera pas facile, mais comme le disait Le Manifeste communiste:

La bourgeoisie produit ses propres fossoyeurs. Sa chute et la victoire du prolétariat sont également inévitables.

(1) cf «Rouge», 23/9/99

(2) D'après «Le Monde» du 23/9/99. Ce quotidien fait le maximum de publicité à l'initiative du PCF.

(3) cf «Front Populaire et comités d'action», 26/4/35. Malheureusement, bien que critiquant féroce le Front Populaire, le tacticisme de Trotsky le conduisait à opposer à celui-ci une espèce de Front Populaire par en bas, basé sur des comités d'action issus du prolétariat. Inutile de dire que rien de tel ne vit jamais le jour, parce que le Front Populaire avait précisément pour objectif d'empêcher toute manifestation indépendante du prolétariat, en le noyant dans l'interclassisme, dans la défense de la démocratie et de la patrie.

Non à la guerre du roquefort!

José Bové, l'éleveur de brebis du Larzac, dirigeant de la Confédération Paysanne, emprisonné après l'attaque d'un MacDonald en représailles contre l'augmentation des droits de douane américains sur les importations de roquefort, est devenu une star nationale. La presse en a fait un robin des bois moderne: un petit paysan qui défie la super-puissance américaine, qui combat la «mondialisation» au nom de la défense des produits bien de chez nous, sains et naturels (pas comme ceux de MacDonald), qui constitue une partie de notre «identité nationale», de l'«exception française», etc. Le soutien à Bové est quasi-général: du Mouvement National de Mégrét (1) aux libertaires de la CNT, du très droitier maire PS de Montpellier aux trotskystes de la LCR en passant par le PCF, et nous en oublions sans aucun doute beaucoup; le Ministre de l'Intérieur Chevènement a déclaré que sans pouvoir approuver ce type d'action, il était d'accord avec ses buts et Jospin a fait des déclarations similaires. Quant à la caution de Bové, elle a été finalement payée par les caves coopératives et les industriels du roquefort.

Tous ces braves gens ne peuvent que soutenir et développer cette propagande des médias qui n'est rien d'autre qu'une défense de leurs intérêts particuliers (dans le cas des producteurs du roquefort) et plus généralement des intérêts français dans la guerre commerciale internationale des produits agricoles. Il ne s'agit pas d'un commerce marginal: les Etats-Unis en sont le premier exportateur mondial et la France le premier exportateur européen. Bové et la Confédération Paysanne ont sans doute un discours de

gauche, axé sur la lutte contre la «malbouffe». Mais il n'est pas difficile de voir ce qu'il y a derrière ce discours. Selon Le Monde (9/9), Bové souhaite rencontrer et le président de la République et le premier ministre (...): «Pour qu'on se mette d'accord avant Seattle et qu'on construise tous ensemble, au niveau européen, un rapport de forces» (...). «Dans ma prison, ce qui m'a le plus surpris, c'est que les politiques de toutes tendances ont soutenu le sens de notre action. De Voynet à Saint-Josse [le président de la très réactionnaire organisation Chasse, pêche et tradition - NdIR] et de Krivine à Sarkozy. Il y a consensus national contre la sale bouffe. Parce que c'est une question qui concerne tout le monde. Alors profitons de ce mouvement d'opinion pour créer un rapport de force avant Seattle» (à Seattle doivent avoir lieu en novembre d'importantes négociations commerciales internationales dans le cadre de l'Organisation Mondiale du Commerce).

Les buts sont donc clairs: utiliser la défiance plus que justifiée de la population envers la qualité détestable des denrées alimentaires (que les récents scandales ont mis en relief), pour bâtir un soutien aux intérêts des producteurs et des industriels agricoles français - et aussi pour accepter un relèvement des prix des produits alimentaires «en établissant des prix planchers en dessous desquels la grande distribution ne puisse pas descendre». Les membres de la Confédération Paysanne disent qu'ils ne sont pas contre la mondialisation en général, mais contre celle qui ne garantit pas un «commerce équitable». Autrement dit, quand la mul-

tinationale Nestlé (propriétaire de la Société des caves de roquefort) vend du roquefort industriel aux Etats-Unis, c'est de la bonne mondialisation; quand les Etats-Unis doublent les droits de douane sur ce roquefort, c'est de la mauvaise!

Les militants de la Confédération paysanne se sont bien gardés de s'attaquer aux industriels et aux producteurs français qui font manger aux prolétaires de la nourriture frelatée; ils se sont bien gardés de s'attaquer aux puissants exportateurs agricoles français qui ruinent la petite paysannerie des pays importateurs; s'ils ont critiqué le syndicat agricole FNSEA, véritable lobby des grandes entreprises agricoles, ils appellent à un rassemblement avec celui-ci pour mettre «le problème paysan au coeur de la société française [et fonder] un projet paysan pour l'Europe». Non, leur ennemi, c'est le concurrent américain, contre lequel ils rêvent d'une union nationale inter-classiste.

Pour les prolétaires au contraire, le premier ennemi, c'est d'abord leur propre bourgeoisie, leur propre capitalisme - industriel ou agricole - et l'Etat qui en défend les intérêts; et la règle impérieuse, sur laquelle il ne faut jamais transiger, c'est bien évidemment le refus de toute union nationale, de toute collaboration de classe, le refus de tout sacrifice pour soutenir des intérêts bourgeois, que ce soit dans la guerre commerciale ou dans la guerre tout court.

A l'anti-américanisme paysan, ils opposent l'union entre prolétaires de tous les pays, la lutte commune pour renverser le capitalisme international et pour supprimer le commerce mondial. La «malbouffe» - qui signifie famine ou malnutrition pour des centaines de millions de personnes - est une conséquence inévitable du commerce mon-

dial des produits agricoles, d'une société basée sur les besoins du marché. C'est cette société qu'il faut détruire, et, pour la détruire, l'union avec ceux qui veulent simplement l'améliorer, avec les classes petites-bourgeoises qui rêvent d'un marché équitable et d'un capitalisme humain, n'est pas possible.

(1) La Confédération paysanne, qui a le coeur à gauche, a refusé publiquement le soutien de Mégrét. Mais le fait est que ce soutien, elle l'avait mérité.

Socialisme prolétarien contre socialisme petit-bourgeois

La brochure «Le Prolétaire» n°6 vient d'être rééditée. Elle rappelle l'opposition fondamentale entre le socialisme scientifique et tous les prétendus socialismes qui ont fleuri au cours des décennies écoulées et elle donne les grands traits de la conception marxiste du communisme, en reproduisant des extraits de textes classiques du marxisme ainsi que de textes du parti.
La brochure de 50 pages: 10 FF.

Errata

Dans l'article «Principes marxistes fondamentaux» du précédent journal, page 9, première colonne, fin du 3e paragraphe, une ligne a malencontreusement disparu. Voici la phrase au complet:

En effet, ou il est possible d'établir que dans l'histoire certains phénomènes généraux se reproduisent d'un lieu et d'une époque à l'autre, aussi éloignés qu'ils soient dans l'espace et dans le temps, ou bien il est inutile de parler d'un parti luttant pour une forme nouvelle de société.

L'Economie mondiale sous un volcan (2)

A la fin septembre le FMI a publié ses prévisions économiques pour l'année prochaine; selon celles-ci, la récession mondiale laisserait place à une reprise économique en 2000. Cependant, depuis la parution de la première partie de cet article, la situation de l'économie internationale ne s'est pas fondamentalement modifiée. Les officiels japonais annoncent régulièrement que l'économie nipponne a touché le fond et qu'elle commence à remonter grâce à leur énième plan de stimulation, et il sont régulièrement démentis au bout de quelques semaines par leurs propres statistiques; les responsables européens clament que l'«Euroland» renoue avec la croissance et qu'une période de prospérité s'annonce, mais les derniers chiffres connus à ce jour indiquent que la production industrielle de trois des plus importantes économies européennes (Allemagne, Grande Bretagne et Italie) est toujours en recul. L'Allemagne, qui depuis la récession de 1991-92, n'a pas connu de reprise économique qui dure plus d'un an ou deux, est toujours en stagnation, en dépit des affirmations renouvelées qu'elle est sortie de la crise. Quant aux Etats-Unis, ils abordent le dernier trimestre avec une économie qui ralentit sans doute, mais qui reste encore en croissance, et une «bulle financière» dont le dégonflement tôt ou tard inévitable, jette une ombre de plus en plus menaçante, sauf pour les sociétés vivant de la spéculation boursière, qui font miroiter à leurs clients des promesses de profits rapides et perpétuels.

Mais quelle est la situation dans le reste du monde?

CRISE À L'EST

Après de nombreuses années de recul économique, la Russie avait connu en 1997 un début de reprise - certes, bien timide! - et l'année 1998, selon le gouvernement comme les Institutions financières internationales, devait être relativement bonne, lorsqu'éclata à la fin de l'été le krach financier qui se répercuta immédiatement sur les bourses mondiales. En réalité la crise économique avait repris depuis plusieurs mois, à la suite de l'éclatement de la crise dite «asiatique» (qui, comme nous l'avons vu précédemment, était en réalité une **crise internationale** du capitalisme) et de la baisse consécutive des prix des produits pétroliers, qui sont toujours la première ressource d'exportation du pays. Voici les variations en pourcentage du Produit Intérieur Brut (PIB), de la production industrielle (PI) et de la production agricole (PA) ces dernières années (1):

En %	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998
P.I.B.	-14,5	-8,7	-12,7	-4,1	-3,5	+0,8	-4,6
P.I.	-18,0	-14,1	-20,9	-3,3	-4,0	+1,9	-5,2
P.A.	-9,0	-4,4	-12,0	-7,6	-5,1	+0,1	-12,3

Selon les mêmes sources, le PIB russe, sur une base 100 en 1989, n'était plus que de 55 en 1998 et devrait avoir encore baissé à 53 à la fin de 1999! En effet la crise économique - le terme utilisé par la presse internationale d'«effondrement économique» serait plus près de la vérité - a continué tout au long de cette année, même si certains secteurs industriels ont profité de la chute du rouble pour reconquérir des parts de marché au détriment des importations, et le recul du PIB devrait s'accroître pour arriver à -7,5 % pour l'année 1999.

Cependant la spéculation boursière a repris (après avoir baissé de 90 % en 98, la bourse avait progressé de plus de 145 % cet été, ce qui est la meilleure performance boursière dans le monde!); les bourgeois se sont accaparés une part plus grande de la richesse sociale: au 1/2/99, les 10 % les plus riches accaparaient 40,7 % des revenus contre 32,5 % en 1998 et 22,2 % en 1993 - et ces chiffres ne nous disent rien de ces fameux «oligarques», ces richissimes hommes d'affaires russes qui ont mis le pays en coupe réglée, qui font et défont les gouvernements, qui s'affrontent ou se réconcilient suivant leurs intérêts du moment. Mais ils montrent que le fossé de classe se creuse sans cesse à chaque crise dans la société.

Jusqu'ici, c'est-à-dire jusqu'au récent scandale du détournement de l'aide internationale par les plus hauts dirigeants, le gouvernement a réussi à gérer la dette extérieure, à éviter l'hyperinflation (mais c'est une conséquence de la contraction du marché intérieur à la suite de la crise) et à conserver l'appui du FMI, c'est-à-dire des Etats-Unis et des grands impérialismes européens (2). Ces derniers ont particulièrement apprécié la capacité des autorités à faire retomber le poids de la crise sur les prolétaires. C'est ainsi que le salaire moyen réel aurait diminué

de 39,9 % de décembre 97 à décembre 98, n'atteignant plus que la moitié de son niveau de 1990, tandis que le nombre de chômeurs, en augmentation de 30 % depuis août 98, atteindrait, selon les estimations officielles, 10 millions et demi de personnes (15 % de la population active). Cependant ces chiffres ne décrivent qu'une partie de la réalité: il faudrait parler du retard de paiement des salaires et des pensions qui est maintenant devenu une habitude bien ancrée: ils sont couramment de plusieurs mois.

A la fin juin une loi réduisant les allocations familiales était votée et, de façon plus générale les dépenses sociales financées par les régions devraient baisser de 15 % d'ici à la fin de l'année, alors que 83,5 millions de personnes (65 % de la population) étaient à la mi-1999 sous le seuil de pauvreté (fixé officiellement à 830 roubles), contre 38 millions avant le krach d'août 98 et qu'en 1998, 24 % de la population avait perçu un revenu inférieur au minimum de subsistance. Selon les estimations, près de 20 % de la population pourrait vivre dans des conditions de «pauvreté extrême» - disposant d'un revenu inférieur de

moitié au revenu minimum de subsistance - en l'an 2000 (3).

Les autres pays issus de l'ancienne Union Soviétique, toujours largement dépendants sur le plan économique de la Russie, connaissent une situation semblable à celle-ci. L'Ukraine qui, avec ses 50 millions d'habitants, est le plus peuplé de ces nouveaux Etats, avait en 1998 un PIB inférieur de 63 % à son niveau de 1989; la situation est bien évidemment encore plus difficile pour les pays qui ont connu ou connaissent encore des situations de guerre, en particulier dans le Caucase (4).

Nous sommes en présence ici d'une grande crise, tout à fait comparable à la crise de 1929 aux Etats-Unis et en Europe, cette fameuse crise dévastatrice que les économistes bourgeois prétendaient avoir été exorcisée par le capitalisme moderne.

Par comparaison la situation dans les pays de l'ancien bloc d'Europe de l'Est paraîtrait presque réjouissante; cependant, si l'on excepte la Pologne, la Hongrie et la Slovaquie, ces pays sont tous plongés dans une récession économique. Si nous repreneons les chiffres donnés par la BERD ce printemps (les chiffres pour 1998 sont une estimation), nous avons, pour la variation en pourcentage de la production industrielle respectivement en 1997 et 1998 (5):

Albanie: -5,6; -3. **Bulgarie:** -10,2; -0,7. **Roumanie:** -7,2; -19,1. **Hongrie:** 11,1; 13,6. **Pologne:** 6,9; 4,8.

En Pologne, principale puissance économique de la région, le ralentissement économique est très perceptible depuis le krach russe et la récession en Allemagne. La Banque centrale annonce une augmentation du PIB de 4 % pour cette année, mais certains économistes prévoient une augmentation de seulement 1,5%, et un officiel a même parlé d'un risque de récession, en pressant le gouvernement de mettre au point un plan de

relance économique. Les difficultés économiques croissantes et le mécontentement parmi de larges couches de la population, y compris petites-bourgeoises (paysannerie, notamment), ont poussé le vieux cheval de retour Walesa à sortir de sa retraite pour se poser à nouveau candidat au rôle de sauveur de la Pologne...

Pour la Yougoslavie et la Tchéquie, les chiffres de la BERD indiquent une croissance de la production industrielle et du PIB, en contradiction avec les informations que l'on trouve dans la presse. Au début septembre le gouvernement tchèque annonçait par exemple que le pays était sorti de la récession dans laquelle il était plongé depuis 1997, parce que le PIB avait connu une hausse de 0,3 % au deuxième trimestre de 1999 (après une baisse spectaculaire de -4,1% au premier trimestre). Mais la production industrielle continuait à décroître et l'annonce gouvernementale a suscité un scepticisme général. Quant à la Yougoslavie, elle était en réalité déjà en plein marasme économique à la suite de l'embargo économique européen qui l'avait littéralement étranglée. La guerre de ce printemps a mis à genoux ce pays (par ailleurs toujours soumis à l'embargo): selon la chambre de commerce de Serbie la production industrielle devrait baisser de 36 % à la suite des destructions causées par les bombardements de l'OTAN; la baisse serait de 70 % pour l'industrie chimique, 50 % dans les matériaux de construction, 45 % dans le textile, 25 % dans la sidérurgie, etc. (6); le taux de chômage serait maintenant proche de 50 %. Mais cette guerre a aussi considérablement aggravé la situation de la Roumanie et de la Bulgarie, ainsi que, dans une moindre mesure, de l'Ukraine, par la coupure durable de la très importante voie commerciale entre le nord et le sud de l'Europe que constituait le Danube. L'hostilité des impérialismes européen et américain envers la Yougoslavie rend pour l'instant impossible toute initiative pour l'enlèvement des ruines des ponts qui empêchent la navigation sur le fleuve.

L'AMÉRIQUE LATINE DANS LA RÉCESSION

La crise financière au Brésil, menaçante en octobre 1997 (tempêtes boursières après l'éclatement de la crise asiatique), puis après le krach russe d'août 1998, a finalement éclaté en janvier 1999 (fuite massive des capitaux, obligeant à une dévaluation du *real*, qui a perdu environ 30 % de sa valeur par rapport au dollar). L'économie brésilienne, qui avait commencé à ralentir au deuxième semestre 98, entraînait alors en récession. L'Argentine, premier partenaire commercial du Brésil, bien évidemment frappée par la baisse soudaine de valeur des marchandises brésiliennes (cette concurrence a provoqué une forte tension entre les deux pays en menaçant les accords de libre échange dans le cadre de l'*Arena*, le «marché commun» sud-américain), entraînait elle aussi en récession. La production industrielle y diminuait à un rythme annuel de -12 %.

Selon les estimations, en dépit du fait que le Mexique ne soit pas touché pour le moment, l'Amérique Latine devrait connaître dans son ensemble une baisse du PIB de -1,5 % pour 1999 (1997: +5,2; 1998: +2,1). Cela constituerait la récession la plus grave dans la région depuis celle du début des années 80, qui s'était prolongée dans la fameuse crise de la dette et la «décennie perdue» de croissance économique. Voyons quels sont les chiffres:

Au Brésil, il semble que la récession se révèle finalement moins profonde que redoutée, grâce au coup de fouet donné aux exportations par la dévaluation. Selon l'OCDE (juin 1999) on aurait les chiffres suivants du PIB, pour 1997, 1998 et 1999:

Brésil: +3,7; +0,2; -3. **Argentine:** +8,6; +4,2; -3.

La récession touche aussi les nations sud-

américaines plus petites. Le **Vénézuéla**, pays exportateur de pétrole, a été durement touché par la chute des cours de celui-ci depuis le début de la crise mondiale; les dernières statistiques disponibles indiquent pourtant une crise plus profonde que prévue: alors qu'officiellement on prévoyait un recul de 3 % pour l'année, il est apparu qu'au deuxième trimestre le PIB avait reculé de 9,6 % par rapport à la même période de l'année précédente. Une baisse de 10 % pour 1999 est donc plus que probable. La **Colombie** avait connu de 1970 à 1995 une croissance moyenne de son PIB de 4,7 % par an, soit la progression la plus forte de toute la région. Elle est maintenant entrée dans une récession qui est dite «la plus grave depuis 67 ans», bien que les chiffres précis fassent défaut. Contrainte de dévaluer sa monnaie au début de l'été, elle éprouve de plus en plus de difficultés à financer sa dette extérieure. Le **Chili**, qui a longtemps été présenté comme un exemple de réussite du libéralisme économique, à l'inverse des déboires de la période dirigiste d'Allende, n'a pas résisté à la baisse des prix des matières premières et en particulier du cuivre, dont l'exportation est le véritable moteur de son économie: il connaît lui aussi une forte récession. Le petit **Equateur** (12 millions d'habitants) a, à plusieurs reprises, défrayé la chronique financière internationale depuis le krach brésilien: en proie à une crise économique sans précédent depuis 50 ans, seules des aides d'urgence du FMI lui ont permis d'éviter un défaut de paiement de sa dette, faisant revivre aux yeux des milieux financiers le spectre de la crise de la dette latino-américaine de 1982.

Cette situation a eu, on s'en doute, des conséquences immédiates sur le prolétariat et les masses pauvres. Au Vénézuéla, 500.000 personnes ont perdu leur emploi au cours des 6 premiers mois de l'année et le chômage a officiellement atteint les 15,6 % (et plus de 20 % selon des instituts privés). Au Chili le nombre de chômeurs a augmenté de 77 % en un an, pour avoisiner les 10 %. En Colombie le taux de chômage officiel qui était de 8 % en 1994 est maintenant évalué à 19,5 %. Au Brésil ce taux est maintenant de 9 % et il est supérieur à 15 % en Argentine.

Ces taux de chômage peuvent paraître presque anodins à des lecteurs européens, habitués à des chiffres supérieurs à 12 % (France, Italie) ou 20 % (Espagne). Mais il faut savoir d'abord que les allocations chômage sont très réduites voire inexistantes en Amérique Latine; ensuite que ce taux de chômage officiel n'a qu'un rapport lointain avec la réalité. Selon une étude du BIT publiée cet été, 59 % des prolétaires latino-américains sont employés dans le secteur dit «informel» (travail au noir). Au cours des années 90, 85 % des emplois créés l'ont été dans ce secteur. Pour les travailleurs, cela signifie insécurité de l'emploi, bas salaires, mauvaises conditions de vie et de travail: de 65 à 95 % des prolétaires de ce secteur n'ont aucun contrat de travail, 65 à 80 % ne bénéficient d'aucune protection sociale, système de retraites et de santé. Selon ce rapport les pays où le chômage et la précarité de l'emploi ont augmenté pendant ces années ont été l'Argentine, le Brésil, le Mexique, l'Uruguay et le Vénézuéla, alors que la situation s'est améliorée (avant la crise actuelle!) en Colombie, au Chili et en Bolivie (7).

Devant la situation catastrophique de larges couches de la population et, en tout cas, de la dégradation des conditions de vie des prolétaires, les syndicats et les forces opportunistes se sont mis à l'oeuvre pour faire retomber la pression: grève générale de 48 heures du secteur public en Colombie début septembre, grèves et manifestations en Equateur, grande manifestation des organisations de gauche au Brésil, etc. Au Vénézuéla où la crise a plongé 80 % de la population dans la pauvreté selon les barèmes

(Suite en page 4)

L'Economie mondiale sous un volcan (2)

(Suite de la page 3)

officiels, Chavez, un militaire populiste a triomphalement remporté les élections et se répand en discours populistes démagogiques, tout en affirmant à la presse internationale qu'il est un admirateur de... Tony Blair!

LA SITUATION EN ASIE

Les institutions internationales annoncent que la reprise économique est en marche, ou en tout cas que les conditions économiques sont en voie d'amélioration dans la plupart de ces pays. En dépit de cet optimisme, elles précisent que pèsent sur cette reprise éventuelle les incertitudes de l'économie chinoise et la stagnation persistante de celle du Japon. Voici ce que disent les statistiques pour l'évolution du PIB en 1997, 1998 et la prévision pour 1999 (source: OCDE, corrigée par les chiffres du FMI pour la Corée et l'Inde):

Corée: +5; -5,8; +2. **Thaïlande:** -0,4; -8; +1. **Indonésie:** +4,7; -15; -3. **Philippines:** +5,1; -0,5; +1. **Malaisie:** +7,8; -6,7; +0,5. **Hong Kong:** +5,2; -5,1; 0. **Chine:** +8,8; +7,8; +7,2.

Pour l'Inde, qui a un système statistique différent, on note un freinage de la croissance économique, qui passe de 7-8 % en 1994-1996 à 5,5 % en 1997-1998.

Ces chiffres demandent à être commentés: les prévisions pour 1999 paraissent, comme à l'habitude, exagérément optimistes; les chiffres fournis par la Chine sont très peu crédibles pour la plupart des spécialistes, au point que l'annonce d'une croissance de 7,8% en 1998 par les autorités chinoises, soit une baisse du chiffre d'expansion par rapport à l'année précédente, est passée presque pour la reconnaissance qu'une récession est en cours dans le pays. Plusieurs signes vont ce même sens et la contraction du marché intérieur peut se laisser deviner par la baisse des prix à la consommation. Selon un quotidien londonien de la finance: «La Chine est en train de glisser dans une spirale de baisse des prix, de baisse des profits des entreprises, de licenciements et de contraction de la demande intérieure qui provoquent de nouvelles baisses des prix (...). Les économistes indépendants estiment que les chiffres gouvernementaux [de la croissance] sont exagérés, mais personne ne sait de combien. Les économistes indiquent la croissance des stocks et une forte surcapacité de production dans des secteurs comme l'acier, l'électroménager et le textile comme la conséquence d'une économie touchée par la surproduction - l'un des facteurs qui peut déclencher une spirale déflationniste» (8).

Une des craintes majeures des milieux financiers internationaux est que la Chine dévalue sa monnaie pour relancer ses exportations, car cela saperait les efforts des autres pays asiatiques pour sortir de la récession et cela risquerait de déclencher une nouvelle tempête boursière.

Le BIT (Bureau International du Travail), dont le rôle est d'avertir la bourgeoisie internationale des risques que court la paix sociale, s'alarmait à la mi 98 d'un danger de mécontentement social en Asie en raison des conséquences de la crise. Selon le BIT, la forte augmentation du chômage alors que la protection sociale y est rudimentaire, fait peser un risque d'instabilité sur les Etats de la région, notamment en Corée, Thaïlande et Indonésie. La Corée, où la récession est la plus grave depuis que des statistiques ont commencé à être enregistrées dans les années cinquante, est citée comme le pays qui va renouer le plus vite avec la croissance. Mais de nombreuses entreprises sont criblées de dettes et virtuellement en faillite - le cas le plus fameux étant Daewoo - faisant planer une lourde menace sur toute l'économie. La tension sociale y est vive et les grèves se multiplient contre les suppressions d'emploi. Le nouveau syndicat KCTU se plaint

que l'Etat et les patrons des grandes entreprises licencient plus de travailleurs que «nécessaire» et il a menacé à plusieurs reprises d'organiser des grèves y compris générales. Ce syndicat, qui est né des luttes ouvrières, n'a pourtant rien d'un syndicat de classe: il avait accepté l'année dernière les licenciements pour faciliter la restructuration des grandes entreprises, au nom du patriotisme et de la défense des entreprises (9)....

En Chine au début du mois de juin les deux principales sociétés pétrolières, qui ne travaillent qu'à 60 % de leurs capacités, ont annoncé qu'elles allaient supprimer 1 million d'emplois. Le retard de paiement des salaires devient de plus en plus fréquent dans les grandes entreprises confrontées à la chute de leur activité. L'industrie textile a licencié 660.000 travailleurs en 1998. Les entreprises d'Etat, qui ont déjà supprimé 17 millions d'emplois au cours des dernières années, ont une rentabilité trop faible ou nulle; selon certaines estimations, elles devraient encore supprimer 25 millions d'emplois. Dans la ville industrielle de Tianjin, près de Pékin, le tiers des 2 millions d'ouvriers ont été licenciés au cours des derniers mois. Officiellement le taux de chômage urbain n'est que de 4 %, mais il est très largement sous-estimé; en outre il ne prend pas en compte le nombre de sans-emploi à la campagne, qui entraîne la migration de dizaines de millions de personnes vers les villes.

Tôt ou tard cette dégradation des conditions de vie des prolétaires et des masses énormes de déshérités, qui se manifeste surtout pour l'instant par l'augmentation de la délinquance, aura des conséquences autrement plus dangereuses pour le capitalisme chinois; et le jour où le prolétariat chinois se mettra en mouvement, c'est tout l'équilibre international qui sera ébranlé...

AFRIQUE ET MOYEN-ORIENT

Selon le FMI, le ralentissement de l'économie mondiale a des répercussions variables sur ces pays. Si leur faible intégration dans les réseaux financiers internationaux les met relativement à l'abri des crises financières et boursières, ce sont souvent des pays producteurs de matières premières: leur économie est donc étroitement tributaire des marchés internationaux de celles-ci. La baisse des cours du pétrole a eu des effets particulièrement négatifs sur l'Algérie, l'Arabie Saoudite, le Nigéria, l'Iran, pour ne pas parler de l'Angola et du Congo-Brazzaville, pays en pleine guerre civile. La baisse du cours du cuivre a sérieusement frappé la Zambie, tandis que l'Afrique du Sud a été touchée par la baisse des cours de pratiquement toutes les matières premières qu'elle exporte.

Il est difficile de trouver des chiffres fiables pour illustrer cette situation. Par exemple, après que les statistiques officielles aient indiqué que le pays était entré en récession, le gouvernement sud-africain a modifié les méthodes de calcul pour arriver à annoncer que la croissance continuait! Il est vrai que le mécontentement social est grand dans ce pays, qui est le plus industrialisé d'Afrique; alors que le chômage est de 30 % (500.000 emplois perdus depuis que l'ANC est au gouvernement), des dizaines de milliers de licenciements sont annoncés dans les mines, les chemins de fer, le bâtiment. La Cosatu, le plus grand syndicat, lié à l'ANC, a été contraint d'appeler à de nombreuses grèves et à organiser des manifestations d'employés de la Fonction Publique qui ont rassemblé plus de 500.000 personnes à la fin août contre ses compères du gouvernement (de nombreux responsables syndicaux ont été nommés à des postes de responsabilité politique).

Le Nigéria, pays le plus peuplé d'Afrique et le plus gros producteur africain de pétrole, a officiellement renoué avec l'impérialisme anglo-saxon après la mort opportune du dictateur Abacha, et la tenue d'une mascarade électorale au début de cette année (10). Mais ces élections saluées par les démocraties impérialistes en dépit de la grossièreté de leur organisation, ne pouvaient calmer les

tensions sociales: en témoignent la répression par la police des dockers grévistes à Lagos qui a fait officiellement 2 morts, ou les affrontements persistants dans le delta entre populations locales et les policiers ou militaires chargés de protéger les compagnies pétrolières.

Pour les principaux pays d'Afrique du Nord et du Moyen-Orient, nous avons les chiffres suivants de variation du PIB pour 1996, 1997 et 1998 (11):

Maroc: +12; -2; +6. **Algérie:** +3,8; +1,3; +3,9. **Tunisie:** +7,1; 5,4; 5,1. **Egypte:** +5; +5,5; +4. **Israël:** +4,6; +2,2; +2,6. **Syrie:** +2,2; +4; +3,8. **Turquie:** +6,8; +7,7; +4,9. **Iran:** +5,1; +5,2; +3.

Les variations du PIB au Maroc suivent en général les aléas de la production agricole, mais la récession mondiale se fait tout de même sentir sur le petit secteur industriel et minier. En Algérie, où les statistiques officielles donnent des chiffres positifs pour 1998, le FMI a félicité les autorités de leur politique économique, en particulier de la liquidation des entreprises non rentables. Plus de mille entreprises d'Etat ont ainsi disparu, causant des centaines de milliers de licenciements qui s'ajoutent à un chômage endémique: selon des estimations indépendantes du pouvoir, le taux de chômage est voisin de 50 %. A la mi-août le ministère des Finances annonçait cependant que tous les indicateurs économiques des 6 premiers mois de 1999 étaient négatifs (à l'exception du secteur industriel non-pétrolier, en raison de la remise en marche d'un des deux hauts fourneaux du pays). Faut-il chercher ailleurs la volonté affichée du nouveau président d'améliorer les rapports de l'Algérie avec la France et les Etats-Unis?

Israël, dont la monnaie s'est dévaluée de 20 % par rapport au dollar, est virtuellement entré en récession cette année: plus que jamais il dépend des Etats-Unis pour financer son énorme budget militaire. En Turquie l'économie était en plein ralentissement, et l'inflation était voisine de 80 %, lorsque le tremblement de terre a causé d'importantes destructions dans la région la plus industrialisée du pays. Si la reconstruction sera synonyme de bonnes affaires, notamment pour le secteur du bâtiment, dans un premier temps les répercussions de la catastrophe se feront durement ressentir sur les prolétaires, et pas seulement dans la région touchée: les bourgeois ont une occasion en or pour faire se serrer la ceinture à la classe ouvrière, alors même que c'est le système capitaliste de la recherche du profit qui est responsable du nombre élevé de victimes dans les quartiers populaires construits à la va vite.

En Iran les chiffres de variation du PIB indiquent un ralentissement de la croissance économique. Mais la réalité est que le pays est plongé dans une forte crise économique, aggravée par la baisse des prix du pétrole en 98 (12). Ces difficultés économiques expliquent la féroce lutte de clans au sein du pouvoir et le mécontentement, outre du prolétariat, de la petite-bourgeoisie; c'est le mécontentement de cette couche qui est à la racine du mouvement démocratique des étudiants de Téhéran ce printemps.

(A suivre)

(1) Source: BERD (Banque Européenne pour la Reconstruction et le Développement).

(2) L'octroi d'une aide financière par le FMI a coïncidé avec la guerre en Yougoslavie et a donc en grande partie une cause politique immédiate: éviter que l'impérialisme russe s'oppose ou gêne l'action de l'OTAN.

(3) cf «Les pays de la CEI en 1998-1999» in «Le Courrier des pays de l'Est» n°439 (avril-mai 1999), «Financial Times» (30/4/99), «Le Monde» (2/7/99). Un indice important de la détérioration des conditions de vie des masses en Russie est le recul constant de l'espérance de vie depuis plusieurs années.

(4) Pour donner une idée du choc subi par ces économies, on peut citer les niveaux atteints par l'inflation: 50.654 % en Géorgie (septembre 94), 29.600, 9 % (sic!) en Arménie (mai 94) cf FMI, «Occasional Papers» n° 179.

(5) Les chiffres de la BERD, que l'on retrouve dans la plupart des publications, paraissent ici particulièrement discutables. Pour la Pologne, le «Financial Times» du 30/3/99 cite diverses sources dont les chiffres ne concordent pas du tout avec ceux de la BERD.

(6) cf «Financial Times», 2/7/99.

(7) Ibidem, 23/8/99.

(8) cf «China at the crossroads», «Financial Times» 23/6/99.

(9) A propos de ce syndicat, voir «Corée du Sud: un grand mouvement de grève et les problèmes de la lutte des classes», «Le Proletaire» n° 440.

(10) A propos du Nigéria et de son importance pour l'impérialisme, voir «Exploitation impérialiste et répression au Nigéria», «Le Proletaire» n° 434 et 435. Le général Abacha, qui s'était brouillé avec Washington et Londres, a probablement été assassiné. Obasanjo, le président «élu», était déjà arrivé au pouvoir lors d'un coup d'Etat en 1976, mais comme il est n'est plus en exercice, la presse internationale s'extasie sur un retour des civils aux affaires! En réalité il semble que ce soit un clan de militaires écartés par Abacha qui ait mis en avant Obasanjo: cf «Défense Nationale», n°8-9/1999.

(11) Nous reprenons les chiffres donnés par «Atlaseco» 1999.

(12) Voir «Le Proletaire» n° 448, où est cité le rapporteur du Budget au parlement qui estimait en juillet 98 le taux de croissance à «1 %, voire 0 %».

Yougoslavie

«L'opposition aux interventions militaires et aux actes de guerre réside dans la lutte révolutionnaire du prolétariat et dans sa réorganisation classiste et internationaliste contre toute forme d'oppression bourgeoise et de nationalisme»

Cette brochure contient les articles publiés dans nos colonnes sur la question yougoslave depuis 1987 dont une partie se trouvait sur la précédente brochure (n° 20) maintenant épuisée.

Brochure «Le Proletaire» n° 23, 50 p.
10 FF franco de port

PROGRAMME COMMUNISTE N° 96 - OCTOBRE 98

Le dernier° de notre revue théorique «Programme Communiste» comprend des textes classiques de notre courant, épuisés depuis longtemps («Repli et déclin de la révolution bolchévique») ou jamais encore traduits en français («Les grandes questions historiques de la révolution en Russie»). Voici le sommaire complet:

- La perspective du communisme trouve dans l'Octobre bolchévique une formidable confirmation. - Les grandes questions historiques de la révolution en Russie. - Repli et déclin de la révolution bolchévique. - Annexe: co-rapport de Zinoviev au XIVe Congrès du P.C.R. (décembre 1925). - Sur le fil du temps: Dans des fantoches: de la conscience à la culture. - La question de la reprise de la lutte de classe et les tâches des communistes (fin). - Notes pour les thèses sur les questions d'organisation (1964). - Les trotskystes et la nature de l'URSS: la charlatanerie des spartacistes. - Notes de lecture: Parution du quatrième tome de la Storia della Sinistra Comunista.

Programme Communiste n° 96
(92 pages) 25 FF 10 FS 140 FB 5000
LI 10 DM £ 3

Marxisme et Autorité: La fonction du parti de classe et le pouvoir dans l'Etat révolutionnaire

(Troisième séance de la réunion générale de Turin, 19/20 mai 1956)

(Suite de la page 1)

une dictature, une autorité.

LIBERTÉ ET NÉCESSITÉ

Le mot dialectiquement opposé au mot de Liberté dont on a tant abusé, n'est pas Autorité, mais Nécessité. La société humaine ne peut éviter de se plier aux forces matérielles nécessaires de l'environnement, si ce n'est, dans une certaine mesure, en les acceptant, les connaissant et prévoyant le processus de leur manifestation. Dans la conception marxiste, le but ultime est également le dépassement du règne de la nécessité par la société humaine, mais en tant qu'ensemble organique et coordonné, non en tant qu'amas incohérent de rebelles capricieux dressés contre tout et n'importe quoi. Ce lointain passage de la collectivité humaine, et non des individus, à la Liberté, ne sera pas atteint par le renversement, les uns après les autres, de fragments d'«autorité», formes issues non de la domination arbitraire d'individus ou de groupes, mais des lois mêmes de l'évolution historique. Les acteurs de l'histoire, ce sont les classes dans lesquelles la société est divisée; ce sont elles qui sont capables de faire triompher des formes à chaque fois nouvelles. Voilà ce qui caractérise vraiment les révolutions: dans toutes, y compris la révolution prolétarienne des temps modernes, ce ne sont pas l'autorité et la liberté qui s'affrontent, mais deux autorités l'une contre l'autre armées.

Pour l'anarchiste pur - du reste bien plus respectable que le semi-anarchiste manoeuvrier des fronts politiques - Staline (ou son successeur) vaut Lénine, et Lénine vaut Kérensky ou Nicolas II, après un petit coup d'oeil de sympathie pour l'avant-dernier de la liste. L'anarchiste déteste l'Etat; mais il ne peut comprendre que nous le détestons au moins autant que lui, et que ce n'est pas lui qui pourra le supprimer. Depuis la naissance de notre théorie, déjà précise et définitive dans le *Manifeste*, déjà affirmée dans les premiers écrits philosophiques de Marx et d'Engels, déjà complète dans la *Misère de la Philosophie* contre Proudhon («ne dites pas qu'il puisse exister un mouvement social sans mouvement politique»), nous croyons donc à la Nécessité qui, au sens des effets de l'ambiance naturelle et cosmique, est inévitable pour notre espèce; et nous croyons à l'Autorité, comme la seule voie des formes de développement de l'espèce elle-même, tout en y mettant un terme dans le futur, sous certaines conditions de développement matériel des forces productives qui se sont formées au cours de l'évolution de l'humanité et de son organisation sociale.

Où plaçons nous cette Autorité? Si l'on a recours au facteur Autorité, au facteur Pouvoir, au facteur Dictature, il faut savoir vers où se tourner pour la consulter et en suivre la consigne - étant donné que pour nous l'action désordonnée, sans ce guide central, à laquelle se fient les libertaires, est condamnée à une misérable stérilité.

Nous devons lier cette Autorité à la classe, et en exclure toutes les autres classes, celles qui possèdent aujourd'hui une autre Autorité et celles qui sont liées à la classe dominante dans le système de production en vigueur. Par conséquent la Dictature, après la victoire politique, ou l'autorité interne dans le Parti, avant et après la victoire, excluent évidemment les autres classes. L'Autorité ne naît pas de la consultation générale, de la Démocratie absolue; les anarchistes arrivent peut-être jusqu'à l'admettre, même s'ils hésitent devant la question: est-il juste de nier les «droits de l'homme» au bourgeois, au propriétaire, au patron?

DE LA DÉMOCRATIE À L'OUVRIÉRISME

Ce n'est pas faire un grand pas en avant

que de résoudre le problème de la «formation des listes» par le recours à la statistique ou à l'analyse sociologique donnant la catégorie sociale ou professionnelle de chacun; si nous allions dans une circonscription quelconque, que ce soit un lieu de travail, une zone de résidence ou un lieu de passage, et que nous interroguions les seuls ouvriers salariés, nous recueillerions à coup sûr toute une gamme de résultats divergents entre eux. Essayer d'en tirer la vérité suprême par l'addition brute des chiffres, ne nous éloignerait pas d'un pouce des méthodes insipides de la démocratie pure, qui n'est rien d'autre que la démocratie bourgeoise, celle qui a été inventée (en l'appliquant pour la première fois à tous les citoyens) précisément pour s'appuyer sur le pouvoir des classes capitalistes possédantes.

Pour un travailleur, se comporter comme un élément de la société bourgeoise et se comporter comme un élément de la classe prolétarienne, sont deux choses très différentes. Dans une première période historique, le travailleur, à l'instar des serfs des familles nobles pendant des siècles, n'avait pas encore fait les pas qui le conduiront à prendre le pouvoir de celui qui le paie. Dans beaucoup de cas, sinon dans la majorité des cas, c'était l'intérêt économique qui faisait agir le serf comme il convenait à son seigneur, qui le maintenait dans son servage. Au début du capitalisme, le salarié de la manufacture était, du point de vue économique, hissé par le patron au dessus des conditions du serf des campagnes ou de la boutique, et même du petit paysan et du petit artisan, en conséquence de l'énorme puissance productive du travail associé par rapport au travail isolé.

L'ouvrier répond comme composante de sa classe quand son sort a été lié au sort de celle-ci pendant une longue période et sur de vastes espaces qui comprennent les catégories professionnelles les plus diverses et les plus lointaines localités.

Cela signifie que notre question ne peut être résolue par des règles juridiques ou par le recours à des Cours constitutionnelles; elle ne peut l'être que sur la base de l'histoire du déroulement du mode de production capitaliste, ou, plus précisément, sur la base d'une perspective, fondée en doctrine, de son déroulement futur. Ce n'est que sur une telle base que les antagonismes de classes deviennent visibles et opérants: le problème de l'Autorité, nous pouvons nous le poser, non en nous adressant à une chaire de philosophie morale ou d'histoire, mais en ayant d'abord établi les termes des étapes traversées vertigineusement par le déroulement de l'économie capitaliste universelle.

Croire que la boussole ne donne l'orientation de l'antagonisme de classe que si nous la plaçons entre l'ouvrier individuel et son entreprise, au moment de toucher la paye pour la semaine écoulée, voilà l'erreur particulièrement insidieuse dont il faut se libérer. Le plus souvent la boussole ne s'orientera pas, ou elle indiquera le sud conservateur; elle n'indiquera le nord révolutionnaire que lorsque l'ouvrier en question se sera uni avec ses camarades de toutes les entreprises et de tous les pays, avec ses camarades du passé et ceux du futur, situés à d'autres moments et dans d'autres tourbillons de l'inférieur et «anarchique» destin de l'économie de marché et d'entreprise, où, en dépit des vantardises démocratiques et sociales, rien n'est assuré et garanti pour la communauté des sans-réserves.

COURS ÉCONOMIQUE ET RAPPORT DE CLASSE

Il y a des lieux et des moments où le capitalisme est favorable aux intérêts absolus et relatifs de ses salariés, y compris quand la «feuille de paye» est fortement amputée par des prélèvements, soit à titre de profits pour les membres de la classe «réserviste»,

soit à titre d'investissements, privés ou publics, dans la machine productive en expansion. Ce n'est pas là une rare exception; cela deviendrait même la règle si la forme capitaliste réussissait à nous démontrer, peut-être dans l'espace d'une génération, qu'elle peut prévenir les guerres destructrices et les crises générales de production et d'occupation, périodes au cours desquelles l'ouragan économique emporte à la première bourrasque les sans-réserves, les membres de la classe ouvrière. La condamnation que Marx a portée contre l'appropriation de la plus-value ne se fonde pas (comme il le dit dans une de ses phrases de géant de la science sociale) sur l'anatomie des classes, sur l'examen par un comptable de chaque feuille de paye: ce n'est pas une critique comptable, juridique, égalitariste ou justicialiste, mais une nouvelle et gigantesque conception de l'histoire entière.

Ce point essentiel peut donc être mieux compris après les résultats de notre esquisse de l'histoire récente du capitalisme qui met bien en évidence la précarité de toutes les conquêtes, la fragilité de ses avancées dans la production des biens, qui seront inexorablement suivies par des chutes vertigineuses. La puissance des ressources techniques et, en conséquence, la productivité en biens et en valeurs de l'effort de travail, augmentent tout au long de l'histoire du capitalisme. Ces ressources qui, en général, progressent de décennies en décennies, suscitant les hymnes à la gloire de la science et de la technique, devraient faciliter les reprises, le retour au travail de ceux qui sont tombés dans l'armée de réserve (2), la reconstruction fébrile des installations détruites et la réactivation de celles qui ont été abandonnées. Mais toute une série de facteurs négatifs opposés met à dure épreuve cet avantage potentiel majeur de l'industrialisme moderne, orgueil de notre époque, invoqué pour en faire oublier les infamies, l'absurdité et la folie.

La population s'accroît rapidement et comble les vides provoqués par les guerres prolongées. Les besoins naturels et surtout les besoins artificiels, exacerbés par les crises et la misère, s'accroissent énormément. La production agricole ne réussit pas à suivre le rythme de la production industrielle: dans une économie mercantile, elle est incapable de reprendre rapidement après des débâcles. Après chaque guerre les rapports des pays producteurs avec les marchés de consommation sont complètement bouleversés et la lutte pour les réactiver se fait au prix d'un énorme gaspillage d'énergie et d'activité. Au début du capitalisme les crises frappaient les groupes de pays les uns après les autres; à notre époque d'absurdes liens financiers par dessus les frontières, elles tendent toujours plus à gagner la production industrielle dans le monde entier. Le système des empires coloniaux se heurte à chaque reprise à des résistances et des chocs plus grands.

Si nous considérons les premières crises de l'industrie anglaise décrites par Marx, qui se répercutaient avec une fréquence décennale sur les pays subordonnés, nous voyons qu'une rapide phase de misère équilibrait le blocage de la surproduction; et la reprise s'effectuait sur une échelle toujours plus étendue. Puis nous voyons peu à peu, après la première guerre mondiale, dans la grande crise d'entre deux guerres qui éclata en Amérique, pendant et après la deuxième guerre mondiale, que lors des crises le bouleversement de l'économie mondiale est toujours plus profond et plus vaste, plus long à être surmonté et les oscillations brusques des actifs et des passifs des entreprises et des nations plus marquées que dans le passé.

MISÈRE DES RISQUES CROISSANTS

Si nous avons fait ce bref rappel, dont la démonstration est établie sur des données économiques, c'est pour montrer que la précarité du salarié dans la société moderne ne se mesure pas à son niveau de vie dans les périodes où la machine productive est en pleine accélération, mais en prenant en compte la totalité de ses conditions de vie pendant les longues périodes de course au bord de

l'abîme et de chutes périodiques dans celui-ci. Quel que soit le réseau d'assistance et de sécurité que la «civilisation» bourgeoise réussit à mettre sur pied, il est certain qu'en quelques jours ou quelques semaines toute protection du salarié, du sans-réserves, sans propriété et sans économies, disparaît si arrive la crise noire et le chômage galopant. Bien différent est le sort des classes qui disposent de réserves. En ce qui concerne l'économie occidentale et sa marche tant vantée vers le bien-être, la prospérité générale, nous mettrons en évidence les données économiques de l'inconsistance des défenses de celui qui ne possède rien d'autre que son emploi, son poste de travail, son job. Les provisions, les diverses fournitures, l'amélioration de son logement, la propriété même de ce logement dans le meilleur des cas, il ne les a en réalité qu'à crédit; une crise économique-bancaire ou de circulation aura tôt fait de les faire disparaître, dès lors qu'il aura perdu son unique source de revenu, le temps de travail; et le progrès technique, la croissance de la productivité, l'automatisation lui creusent sans cesse cette trappe sous les pieds.

Nous ne nous attardons pas ici à faire la démonstration économique, qui voit triompher les thèses fondamentales du marxisme; nous montrons seulement l'échelle, le terrain, des risques sociaux de la classe prolétarienne moderne. Pour certaines couches et pour certaines périodes, ces risques passent inaperçus: par exemple pour le prolétariat anglais de l'époque classique ou pour le prolétariat américain d'aujourd'hui. Nous avons vu ces Etats capitalistes passer comme des salamandres à travers les guerres; mais nous avons vu aussi comment la tempête de 1929-1932 les avait frappés, et qu'à la prospérité du nouveau pays guide du capitalisme, les Etats-Unis, faisait pendant la dure austerité de la fière Albion, désormais dépassée. Ces pays ne gagneront pas toujours les guerres; le système économique-financier mondial ne fera pas toujours retomber le poids des crises d'anarchie productive sur les autres pays, qui, comme les pays européens plus petits, souffrent encore des maux de la dernière guerre.

Il est cependant difficile en l'état d'obtenir des prolétaires de Grande-Bretagne et d'Amérique une sensibilité à ces risques futurs, une réaction de classe. Si nous faisons voter ces masses dans un Conseil mondial des salariés, elles se prononceraient à l'heure actuelle pour le système capitaliste. En attestent l'histoire du trade-unionisme et du labourisme britannique, et celle des organisations syndicales américaines, enragées de conformisme, et qui ne servent même pas de base un parti politique vaguement distinct des partis bourgeois. Et il faudra répondre à l'argument habituel et insidieux: là-bas il n'y a pas de distinctions sociales qui s'aggravent continuellement, il n'y a pas de lutte entre les classes, il n'y a pas d'incertitude sur la bonne marche de la machine économique.

COMMENT DÉFINIR LA CLASSE?

Cette même question se trouvait au centre de la lutte menée par la gauche dans l'Internationale contre la proposition de faire entrer le microscopique parti communiste anglais dans le Labour Party. Lénine lui-même soutenait cette proposition comme *extrema ratio* du reflux de la vague révolutionnaire, qui pour nous était certain dès 1920; il ne préconisait cependant pas de chercher des appuis, ni du côté de la social-démocratie, ni du côté de l'anarcho-syndicalisme.

Dans le «Dialogue avec les morts», nous avons utilisé une puissante réponse de Lénine à cette question: sur quoi se fonde l'autorité dans le mouvement prolétarien (3)? Lénine ne parle ni de nombre ni de décompte statistique, mais fait appel à la tradition et à l'expérience des luttes révolutionnaires dans les pays les plus divers, à l'utilisation des leçons des luttes ouvrières, même éloignées dans le temps. Le corpus des travailleurs

(Suite en page 6)

Marxisme et Autorité La fonction du parti de classe et le pouvoir dans l'Etat révolutionnaire

(Suite de la page 5)

révolutionnaires de tous les pays auquel il renvoie ainsi ceux qui sont toujours anxieux d'organiser des consultations pour résoudre les problèmes difficiles, ce **corpus** n'a pas de limites dans le temps ou dans l'espace, et ne distingue pas dans sa base de classe ni races, ni nations, ni professions. Et nous avons montré qu'on ne peut pas plus y distinguer les **générations**: les morts doivent y être écoutés comme les vivants, et, dans un sens que nous affirmons encore une fois ni mystique ni littéraire, également les membres de la société future dont les caractéristiques s'opposent en tout à celles du capitalisme qui, selon Marx cité par Lénine, sont encore imprimées dans les coeurs et la chair des travailleurs actuels.

Cette très vaste unité dans l'espace et dans le temps est un concept dialectiquement opposé à ces fronts, à ces blocs infâmes qui s'affublent de l'adjectif ouvrier (ou bien pire encore, populaire). Il s'agit d'une unité qualitative, qui regroupe des militants de formation uniforme et constante, venus de tous les lieux et de toutes les époques. Seul le **parti** politique, le parti de classe, le parti international peut assurer une telle unité. C'est lui que revendiquèrent sans cesse Marx, Engels, Lénine, tous les combattants du bolchévisme et de la IIIe Internationale dans ses années glorieuses.

L'appartenance au parti ne dérive pas de données statistiques, d'une condition sociale donnée: elle est en relation avec le programme que le parti lui-même se fixe pour le monde capitaliste tout entier, pour le prolétariat salarié de tous les pays et non pour un groupe restreint ou une seule province.

La Gauche marxiste, italienne et internationale, n'a jamais accepté de se distinguer des opportunistes (à peu près partout attachés aux conceptions ouvrières les plus grossières) en adoptant la dénomination de Parti communiste ouvrier ou de Parti communiste des travailleurs.

Depuis le *Manifeste* qui a marqué notre ascension du mouvement social au mouvement politique, le parti s'est ouvert aux non-salariés qui adoptent sa doctrine et son but historique; et ce résultat désormais séculaire ne peut être ni annulé, ni masqué par d'hypocrites démagogues.

Nous avons dû récemment rétablir tout cela face à la soi-disant défense du «Parti» et de sa fonction que le XXe Congrès prétendait mener pour le seul parti russe, alors qu'on annonçait ouvertement dans les autres pays un élargissement supplémentaire de ces conglomerats obscènes qui s'appellent partis communistes (quand ils n'utilisent pas d'appellations plus informelles) afin d'enterrer la scission historique de Lénine avec la IIe Internationale lorsqu'il dénonça les dégénérescences de celle-ci au moment de la guerre de 1914.

Et nous rappelions à cette occasion les points fondamentaux qui **garantissent** la vie intérieure du parti, non pas contre les défaites sur le terrain ou contre la diminution de ses effectifs, mais contre la peste opportuniste. Il suffit d'y faire une allusion rapide.

VIE INTÉRIEURE DU PARTI DE CLASSE

Lénine, comme on l'a souvent rappelé dans les débats récents, était pour la règle du «centralisme démocratique». Aucun marxiste ne peut discuter, même un moment, sur l'exigence du centralisme. Le parti ne peut exister si l'on admet que ses différentes parties peuvent agir chacune pour leur propre compte. Pas d'autonomie des organisations locales dans la méthode politique. Il s'agit là du résultat de vieilles luttes qui, au sein des partis de la IIe Internationale déjà, ont été menées, par exemple contre la liberté de manoeuvre du groupe parlementaire du parti, contre le droit des sections locales ou

des fédérations d'agir au cas par cas dans les municipalités ou les provinces, contre le droit d'en faire de même pour les membres du parti dans les diverses organisations économiques, et ainsi de suite.

L'adjectif démocratique signifie que, dans les organisations de base puis dans les Congrès, on décide par un vote. Mais un vote suffit-il à établir que le Centre obéit à la base et non l'inverse? Cela peut-il avoir le moindre sens pour qui connaît les ravages de l'électoratisme bourgeois?

Nous rappellerons encore les garanties que nous avons si souvent énoncées (et récemment encore dans le «Dialogue avec les morts»). Doctrine: le Centre ne peut modifier celle qui a été établie, dès l'origine, dans les textes classiques du mouvement. Organisation: unique à l'échelle internationale, elle ne peut s'élargir par agrégations ou fusions, mais seulement par adhésions individuelles; les adhérents ne peuvent appartenir à un autre mouvement. Tactique: les possibilités d'action et de manoeuvre doivent être prévues par des décisions de congrès internationaux et codifiées dans un système **clos**. La base ne peut engager d'actions que le centre n'ait pas décidées; le centre ne peut inventer de nouvelles tactiques et de nouveaux mouvements sous prétexte de faits nouveaux.

Le lien entre la base du Parti et le centre devient ainsi une force dialectique. Si le Parti doit exercer la dictature de classe, au moyen de l'Etat et contre les classes ennemies, il ne peut y avoir de dictature du centre du parti sur la base. On n'évite pas une telle dictature en recourant à la démocratie interne, mais en respectant ces liens dialectiques.

Dans l'Internationale communiste il arriva un moment où ces rapports s'inversèrent: l'Etat russe commandait au parti russe, et celui-ci à l'Internationale. La gauche demanda en vain qu'on **renverse cette pyramide**.

Nous n'avons pas suivi les trotskystes et les anarchisants lorsqu'ils firent de la lutte contre la dégénérescence de la révolution russe une question de consultation de la base, de démocratie ouvrière ou paysanne et ouvrière, de démocratie de parti. Toutes ces formules simplifiaient trop le problème.

Nous recherchons les critères de l'autorité générale à laquelle le communisme révolutionnaire doit se soumettre, dans une analyse économique, sociale et historique. Il n'est pas possible de faire voter ensemble les morts, les vivants et ceux qui ne sont pas encore nés. Mais, avec le fonctionnement dialectique de l'organe **parti de classe**, une telle opération devient possible, réelle, féconde, bien qu'elle ne s'opère qu'au long d'une route difficile, jalonnée d'épreuves et de luttes terribles.

LES MESQUINES COMMUNAUTÉS PÉRIPHÉRIQUES

Sur sa puissante lancée, le socialisme a cherché puis trouvé la voie qui conduit à l'unification des formes de vie et des rapports sociaux de l'espèce humaine à travers un cours grandiose et mondial; mais plus d'une fois il s'est trouvé face au même ennemi: la fragmentation, l'atomisation, la rupture en multiples îlots des ensembles sociaux et de leur vie. Ces tentatives allaient en sens inverse de la grande révolution capitaliste bourgeoise, qui a construit les édifices historiques unitaires que nous appelons Etats nationaux dans une lutte épique contre l'émiettement moyenâgeux.

Le marxisme a réfuté la prétention d'universalité de ces formations de l'histoire et leur prétention d'être arrivées à l'unité; si elles ont fait disparaître les divisions verticales entre provinces, régions et communes, elles n'ont pas touché aux divisions **horizontales** de la population de leur territoire, qui opposent la classe dominée à celle qui a entre ses mains tous les leviers du système. Le socialisme ne se propose pas d'enlever à cette dernière des fragments de son pouvoir de classe, mais de lui enlever la totalité de ses moyens de domination, sans remettre en cause le résultat historique de la production associée en masse qui fait se mouvoir en un

mouvement unique la production et la distribution toujours plus complexes et universels des biens et des services.

Le socialisme a rassemblé les travailleurs de toute la nation en un bloc aussi uni et centralisé que l'Etat oppresseur, mais il est allé beaucoup plus loin, en essayant d'unifier et de centraliser les partis prolétariens de tous les pays.

Mille idéologies trompeuses se sont dressées contre cette voie unique de l'avancée révolutionnaire, contre cette unique façon de sortir des tenailles du système bourgeois international. A leur base on retrouve l'habituelle lubie de la liberté, reflet idiot de la tromperie fondamentale de l'idéologie bourgeoise: n'osant se vanter qu'en cachette d'avoir uni ses sujets, la bourgeoisie se glorifie au contraire bruyamment de les avoir un à un libérés de liens et de pressions séculaires. La jouissance de se livrer librement aux plus capricieuses contorsions, de vivre uniquement pour soi, que toutes les fallacieuses philosophies proposent à l'individu, le traitant d'esprit ou de chair, mais sans jamais parler d'espèce ou d'humanité, a pour conséquence, entre autres, de restreindre son cercle d'intérêt aux étroites limites familiales, puis locales. A une époque certains voulurent apporter des modifications à la théorie prolétarienne, en ne l'appelant plus socialisme, mais **communalisme**. Ils affirmaient, bien entendu que c'était un tournant à gauche. Parmi tous ceux qui se faisaient passer pour marxistes révolutionnaires, il s'en trouva un pour s'enthousiasmer de cette nouveauté: il s'agissait de l'éphémère socialiste du nom de Benito Mussolini, qui reçut alors la première de ses nombreuses corrections (4).

DÉFILÉ DE CORDIAUX ENNEMIS MORTELS

La chronique de la politique italienne fourmille d'exemples des ces idioties fondées sur de petits groupes autonomes, des cercles étroits de petits intérêts locaux, qui croyaient pouvoir échapper aux tempêtes de l'histoire nationale et mondiale avec cet expédient indigne de la grande bourgeoisie comme du prolétariat, mais typique des classes petites-bourgeoises. En Italie, plus qu'ailleurs, ces classes sont des fanatiques de l'individualisme, du localisme; libertaires et anarchistes en paroles, elles ne sont en réalité capables que de se coucher servilement devant le fouet de tous les pouvoirs.

Les manifestations de cette manie sont inépuisables; elles tournent toutes autour de l'**association** en groupes «libres», «spontanés», «autonomes», repliés sur des horizons étroits, apathiques et conformistes.

Que disait d'autre Mazzini lorsqu'il préconisait, dans ses formules économiques et sociales vraiment enfantines, les coopératives de production, même si sa République passait pour unitaire, contre la version fédérale de Cattaneo? Mais le cas suisse montre que les petits groupes sont plus autonomes dans la république bourgeoise unitaire que sous les fameux gouvernements cantonaux.

Que nous ont concocté d'autre les libéraux-radicaux de gauche vulgairement liés aux cliques et aux mafias locales dans l'unification étatique de Cavour, dans le clientélisme de Giolitti, avatar dégénéré d'un Piémont dominateur de petits royaumes féodaux, et modèle nostalgique du communisme des modernes «ordinovistes» qui, de leur côté, prenaient l'économie communiste intégrale pour le jeu de libres entreprises locales de production (5)?

Et qu'ont inventé d'autre les réformateurs sociaux catholiques de Sturzo (6), du Parti Populaire, et de la Démocratie chrétienne, et, de façon plus générale, le mouvement de libération nationale antifasciste avec ses grotesques autonomies régionales qui laissent bien plus libre cours au parasitisme que le centralisme honni de la dictature fasciste?

Même le mouvement, vite disparu, de Dannunzio à Fiume, croyait imiter les formes soviétiques avec son corporatisme indépendant de toute force politique centrale.

Toutes ces manies localistes et provinciales ont été courtisées par le syndicalisme révolutionnaire sorélien et les divers groupes anarchistes qui ont toujours cru qu'il fallait arracher une à une ses victimes aux griffes du capital, plutôt que d'assommer celui-ci d'un seul coup.

Turin avait donné de puissantes contributions au Parti Communiste de Livourne par des actions défaitistes durant la guerre et par la participation à la Fraction antiparlamentaire du Parti socialiste en 1919; elle fut cependant le siège de la version localiste et fragmentiste du mouvement des Conseils qui incitait les ouvriers à quitter le parti, et même à laisser vivre l'Etat italien, en donnant l'objectif de prendre, les unes après les autres, le contrôle et la gestion des entreprises industrielles.

Aujourd'hui, au moment des grotesques élections communales, véritable drogue du localisme italiote, il est apparu un nouveau mouvement, qui s'appelle «Communauté»; il rêve de bases territoriales intercommunales pour fonder une vague société nouvelle.

La caractéristique commune à toutes ces variétés est celle-ci: elles réunissent prolétaires, paysans, fermiers, métayers, boutiquiers, intellectuels employés dans des professions liées à l'affairisme capitaliste (dont l'exemple le plus frappant est la pseudoscience de l'**urbanisme**, qui s'imagine que la construction de bâtiments a précédé l'évolution sociale) et d'authentiques capitalistes déguisés en bienfaiteurs paternalistes.

Il est possible que longtemps encore les faiblesses démocratiques, libérales et libertaires qui infestent ce pays nous empêcheront de tous côtés; mais, bien distincts de toute cette idiote engeance, nous leur lancerons la formule avec laquelle nous avons lutté pendant et après la première guerre mondiale, acceptant avec joie de relever le défi de la dictature fasciste:

Parti unique, avec comme devise: qui n'est pas avec nous est contre nous; pouvoir unique, à conquérir et à exercer sans trêve contre toutes les forces opposées, contre toutes les oppositions, même sur le plan des idées.

(1) La première séance de cette réunion était consacrée à l'exposé: «Repli et déclin de la révolution bolchévique», dont le texte intégral se trouve sur «Programme Communiste» n° 96.

(2) Marx appelle «*armée industrielle de réserve*» les chômeurs.

(3) Ce passage est reproduit sous le titre «*Principes marxistes*» sur le «*Proletaire*» n° 449.

(4) Avant d'être le chef du fascisme et le dictateur de l'Italie, Mussolini, avant et pendant la première guerre mondiale, était membre de la gauche du Parti Socialiste et rédacteur-en-chef de l'organe central du parti. Il fut expulsé du parti socialiste lorsqu'il se mit soudainement à préconiser l'entrée en guerre aux côtés de l'impérialisme français. Grâce à l'argent de Paris (que lui avait apporté le socialiste Cachin, future figure emblématique du stalinisme français), il créa un journal chauvin et belliciste, «*Il Popolo d'Italia*», qui, après la guerre devint l'organe du mouvement fasciste.

(5) Mazzini était un républicain bourgeois dont Marx eut à combattre l'influence sur les prolétaires; Cavour est le père de l'unité nationale italienne; Giolitti un politicien bourgeois libéral. L'«*ordinovisme*» (du nom du journal «*L'Ordine Nuovo*») était un courant politique conseilliste, implanté à Turin, dont Gramsci était le chef de file. Lorsque Bordiga et d'autres membres de la Gauche dirigeant le PC d'Italie furent arrêtés par les fascistes, l'Internationale nomma les *ordinovistes* Gramsci et Togliatti à la tête du parti avec pour tâche de le discipliner en combattant l'influence de la Gauche.

(6) Sturzo était le fondateur et l'idéologue de la Démocratie Chrétienne, parti qui resta aux commandes de l'Etat italien de manière quasiment ininterrompue de la fin de la guerre au début des années 90.

Massacres et appétits impérialistes au Timor

(Suite de la page 1)

tions moins avouables. L'affaiblissement du pouvoir indonésien aiguise inévitablement les appétits impérialistes. Comment expliquer autrement l'attitude de l'Australie qui, après avoir été le premier Etat à reconnaître l'annexion du Timor Oriental (et avoir été régulièrement dénoncée par les indépendantistes timorais pendant toute cette période), après avoir noué au cours des années des relations étroites avec le régime, couronnées par la signature en 1995 d'un accord historique de «sécurité» (traité prévoyant entre autres une assistance militaire, des programmes d'entraînement communs, etc.) avec l'Indonésie, soit soudainement devenue favorable à l'autodétermination de ce territoire où elle est le seul Etat étranger à avoir une présence significative? Le Timor Oriental est sans doute une région très pauvre et aux maigres ressources, mais il y a du pétrole en mer: l'Australie avait obtenu de l'Etat indonésien des accords lui garantissant 50 % des bénéfices de ses explorations pétrolières en mer de Timor. Le virage de l'Australie au début de cette année accompagné de déclarations martiales (annonce du doublement des effectifs militaires dans le nord du pays, mise en état d'alerte de ceux-ci), a suscité la colère des autorités indonésiennes qui y ont vu une trahison; l'Indonésie a répondu par la rupture du traité de sécurité et elle a cherché à s'opposer à ce que l'Australie joue un rôle dans la force internationale (le porte-parole du gouvernement a même déclaré que personne ne pleurerait si des soldats australiens se faisaient tuer par des miliciens!).

L'ONU ou, plus exactement les puissances impérialistes qui la font se mouvoir (notamment le «Groupe consultatif pour l'Indonésie» qui rassemble les créanciers de ce pays) avaient prévu une transition pacifique

et sans violence. Pour ne pas heurter les autorités indonésiennes, les envoyés de l'ONU (majoritairement australiens) qui devaient organiser les élections d'autodétermination ne devaient pas être une force armée, bien que l'armement et la préparation par l'armée des milices anti-indépendantistes se soient faits au grand jour (1). Les impérialistes demandaient aux forces armées indonésiennes, bourreau des populations timoraises, de garantir la paix et la sécurité de ces mêmes populations (2)! Jouant pleinement le jeu de l'impérialisme, les forces armées de la guérilla avaient accepté de ne pas se montrer pendant et après les élections et leurs chefs proposaient encore fin août la réconciliation aux milices anti-indépendantistes qui venaient de commettre des massacres (3): en résultat les populations, leurrées par ces discours lénifiants, ont été abandonnées sans défense aux hordes des tueurs.

Le camouflet infligé à l'ONU par quelques milliers de miliciens drogués à l'ectasy et recrutés dans les bas-fonds, était très gênant pour l'impérialisme; l'affaire du Timor prenait du coup une importance politique qui dépassait de loin son enjeu initial: la «crédibilité» de l'ONU devait être rétablie. Mais d'un autre côté une solution à la yougoslave, c'est-à-dire une attaque de l'armée indonésienne présente à Timor étaient impensables, parce que cette armée est l'ultime garant de la stabilité, et même de l'existence en tant qu'Etat unifié, de l'archipel indonésien. De là les hésitations des impérialismes, les appels ridicules aux Forces armées indonésiennes pour qu'elles arrêtent les massacres et les déportations au moment même où elles les organisaient, etc. Finalement il semble que ce soient les menaces du FMI et de la Banque Mondiale, à la demande des Etats-Unis et d'Etats européens, malgré l'opposition du Japon et de la Grande-Bretagne, qui aient

conduit les autorités indonésiennes à céder, à mettre fin au régime de terreur et à accepter la venue de soldats étrangers (4).

LES VAUTOURS IMPÉRIALISTES

L'armée, qui est la véritable colonne vertébrale de l'Indonésie, n'a pas réussi à atteindre son objectif principal qui était vraisemblablement une partition du territoire, les zones ayant voté non à l'indépendance, peuplées de colons venus d'autres régions ou de musulmans aux commandes de la vie économique du territoire, restant alors indonésiennes. En massacrant et détruisant systématiquement pendant des jours et des jours, tout ce qu'elle pouvait, elle a cependant obtenu un autre objectif: donner un avertissement sans équivoque aux autres régions plus riches ou plus importantes du pays où existent des mouvements d'indépendance: en Irian-Jaya, annexée par l'Indonésie en 1963, dans le nord de Sumatra, mais aussi plus généralement aux masses prolétariées indonésiennes qui seraient tentées de s'engouffrer dans la brèche constituée par le changement de régime et de ne pas se contenter du replâtrage de l'ordre établi que représente la «démocratisation» en cours.

L'impérialisme a finalement réussi à éviter le discrédit de son ONU, si utile pour poser un masque démocratique et humanitaire sur ses rapines. L'Australie, qui assure le commandement de la force de l'ONU et fournit la majorité des 8000 soldats, s'est assuré de facto le mandat sur Timor Oriental qui aurait dû, selon les accords de mai 1999 entre l'Indonésie et le Portugal, revenir à ce pays. Les Etats-Unis, impérialisme mondial qui n'a aucun intérêt à se laisser engluier dans les moindres conflits locaux, mais ne peut se désintéresser du maintien de l'ordre établi, se sont contentés d'apporter une aide logistique à la force onusienne dont ils ont rendu possible la formation. L'important pour eux est avant tout de maintenir leurs liens étroits avec les militaires indonésiens, Timor en lui-

même n'étant en aucune façon une proie intéressante. L'impérialisme français s'est empressé d'envoyer un navire et 500 soldats pour réaffirmer qu'il est une puissance d'Océanie, la Grande-Bretagne a fait de même parce qu'elle a des intérêts en Asie, etc., etc. Une nouvelle fois, nous constatons que chaque conflit, même mineur et localisé, attire inévitablement tous les vautours impérialistes. A plus forte raison en sera-t-il de même demain, lorsqu'éclateront des conflits de plus grande ampleur: la planète toute entière sera un terrain de chasse et un champ de bataille pour les impérialistes.

LE RÔLE CRIMINEL DE L'ONU

Il y a aussi quelques enseignements politiques à tirer. A nouveau s'est réuni le front unique des défenseurs de l'impérialisme derrière le drapeau de l'ingérence humanitaire, sous le prétexte, en apparence irréfutable, de venir en aide aux populations martyrisées. Au Portugal, c'est une véritable communion nationale qui s'est réalisée sur le sort de l'ancienne colonie, allant des trotskystes à la droite la plus conservatrice, et mobilisant comme jamais la population, toutes classes confondues, dans une nouvelle union sacrée. En France (et ailleurs en Europe), où l'affaire timoraise ayant moins d'implications il n'y a pas eu de mobilisation de la population, nous avons vu néanmoins appeler à l'intervention de l'ONU, trotskystes, syndicats, partis de gauche - associés dans les faits à Chirac et aux partis bourgeois de droite.

Pourtant les faits montraient qu'à Timor, l'ONU - c'est-à-dire les pays qui sont à l'origine de son action et qui l'ont organisée: Portugal, Australie, Etats-Unis, etc - a joué

(Suite en page 8)

Les amères désillusions des humanitaires au Kosovo

Le quotidien «Libération» a publié le 20 septembre une tribune de 2 responsables humanitaires au Kosovo qui ont réalisé une évaluation de l'aide humanitaire dans la région. Ce qu'ils écrivent est édifiant; en voici quelques extraits:

«Face aux faiblesses de l'humanitaire classique, de nouveaux acteurs cherchent à s'imposer, tant dans l'urgence que dans la reconstruction: les armées et les entreprises, et ce, souvent de façon très symbiotique. (...) La confusion des rôles entre acteurs civils et militaires naît du fait que pour que les Etats puissent légitimer leurs actions à l'égard des opinions publiques, les armées avaient autant besoin des images de la guerre technologique que de celles d'actions positives: quoi de mieux alors qu'un travail humanitaire auprès de populations en détresse!

(...) Entre l'essence multilatérale de l'intervention et la promotion des intérêts nationaux, facilitée par l'implication massive des militaires (visibilité de l'action française, implantation française, espoir de retour sur investissement), c'est le mode même de fonctionnement des agences des Nations Unies qui est en danger (sic!). Ainsi alors que le HCR (Haut Commissariat aux Réfugiés) a été fortement critiqué pour sa gestion du début de la crise, l'établissement du camp français là, du camp américain ici, du camp allemand plus loin, a rendu toute coordination impossible quand il n'a pas initié des compétitions absurdes dont les campagnes albanaises portent encore les traces.

(...) En Albanie, plus de 60% des réfugiés avaient été accueillis par les familles albanaises. Et, pourtant, combien de camps auront été construits par les militaires ou de coûteuses entreprises, notamment américaines, en prévision d'un afflux plus important de réfugiés... qui n'a pas eu lieu. C'omb de malchance pour les constructeurs, les Kosovo-

vars sont rentrés plus vite que prévu chez eux!

(...) Et puis on a eues des dérapages d'ONG internationales chassant les ONG locales, pour être ensuite chassées par les militaires "internationaux". (...) Dès avril, l'urgence de l'accélération des préparatifs pour l'automne et pour l'hiver au Kosovo nous semblait claire. Des mois après nous en sommes encore loin. Avant tout les promesses d'aide non tenue ont souvent freiné la dynamique de la reconstruction. (...) Le découpage du Kosovo en zones «allemande», «française», «italienne», «américaine», «britannique», etc., a facilité la mise en place de «piliers bilatéraux». S'y regroupent armée nationale, ONG, entreprises et appareil bilatéral. (...)

Les auteurs se demandent ensuite si l'Agence de Reconstruction Européenne chargée par l'Union Européenne de financer la reconstruction, ne tombera pas dans les «travers» qui affectent les grands programmes européens pour l'Europe de l'Est. «Ceux-ci sont en effet marqués par des relations souvent (!) malsaines entre aide publique, bureaux d'études et entreprises. Les armées, nous dit-on, ont tiré les enseignements de la Bosnie: il faut placer les entreprises dans la collecte du gâteau de la reconstruction, via les cadres de réserve infiltrés dans les appareils onusiens et européens. On place des réservistes sans la nécessaire expérience de ces contextes pour capter des marchés. Alons-nous vers ces systèmes pervers d'attribution des marchés dans lesquels le "rentrer-dedans" prévaut sur la compétence?... A nouveau les enjeux nationaux deviennent prioritaires par rapport aux défis de la reconstruction pour les populations. Comme est loin l'esprit humanitaire...»

Se défendant d'être antimilitaristes, les auteurs affirment que l'armée et la police ont leur rôle à jouer pour maintenir l'ordre et la

justice «au service des citoyens»; mais ils se lamentent que «les jeux des pays, des armées, des entreprises remettent en cause certains des plus beaux acquis de l'humanité» et que «les impératifs économiques et géo-stratégiques [fassent] fi de l'éthique, elle-même garante à long terme de l'efficacité et du sens de l'action».

Nos braves humanitaires ont fait la triste découverte que la loi du marché et du profit traverse toutes les activités dans cette société, y compris celles qui se disent les plus altruistes. Bien entendu, comme ils ne sont pas des communistes, mais des petits-bourgeois, ne peuvent-ils que gémir sur la préservation des idéaux désintéressés et rêver à une conciliation entre les impératifs économiques (qu'ils ne remettent pas en cause) et la morale (l'éthique), entre une action légitime de la police et de l'armée (maintien de l'ordre) et son soutien aux entreprises. Ils ont toute confiance dans les institutions de l'ONU, dont ils déplorent seulement qu'elles soient «perverses». Mais ce qu'ils constatent et dénoncent comme de rares et coupables exceptions, représente la règle du fonctionnement et du rôle de ces institutions et organisations d'«aide» internationales, malgré les beaux discours et les grands idéaux habilement mis en avant pour recruter et pour légitimer leurs actions.

Les critiques de nos auteurs fournissent la démonstration irréfutable que l'humanitaire, cet alibi de toutes les interventions militaires actuelles, qui est de plus en plus un *charity business*, constitue en dernière analyse un masque derrière lequel se cachent les plus sordides rivalités.

Nouvelle confirmation que les prolétaires ne doivent pas se laisser abuser par les prétextes humanitaires et qu'ils doivent travailler à constituer leur **solidarité de classe**, la seule solidarité qui ne soit pas un mensonge, un prétexte, au service du capitalisme.

SOUSCRIPTION PERMANENTE

3e liste 1999

Paris: 1000,00 / Vienne: 200,00 / Paris: 1600,00/Roger: 150,00/Thionville: 150,00 / Dijon: 800,00

Total liste: 3.700F

Total général: 14.626 F

IL COMUNISTA

(Bimestriale)

No 66

Giugno 1999

- Il Kosovo e i Balkani nelle maglie dell'imperialismo - Italia: Il governo D'Alema fa la guerra alla Serbia e guadagna in prestigio internazionale, sulla pelle dei proletari serbi e kosovari, come su quella dei proletari italiani irregimentati dai sindacati nel sostegno militare dell'imperialismo - Infortuni sull lavoro. Una guerra non dichiarata che finirà solo con l'eliminazione del modo di produzione capitalista - L'economia mondiale soot un vulcano (prima parte) - Le «brigate rosse» son tornate? - Roma-Belgrado: gli affari sono affari - La vera opposizione agli interventi militari e di guerra e' nella lotta di classe del proletariato, nella sua riorganizzazione classista e internazionale contro ogni forma di oppressione borghese e di nazionalismo - Il proletariato si oppone alla guerra borghese con la lotta di classe - A chi giova la guerra, se non ai padroni? - L'aggressore è il capitalismo! L'agredito è il proletariato! - Kosovo, Serbia, Macedonia, Montenegro, Albania. Ma quali «diritti umani» - Gli interessi borghesi, alla base dei contrasti economici politici e militari nei Balcani - La solidarietà proletaria internazionalista poggia sul terreno della dichiarata ed effettiva lotta di classe contro la propria borghesia nazionale e contro la borghesia di ogni altro Stato: essa mira all'unione dei proletari di tutto il mondo, non all'unione dei «popoli» - Emma Bonino, prefetto in Kosovo o in quale altra parte del mondo? - Terrorismo e comunismo (Trotsky) - La repressione non ci deve fermare

Togo: Massacres dans une dépendance de l'impérialisme français

Le Togo est un petit Etat de l'Afrique de l'ouest, une ancienne colonie allemande que la France s'appropriée après la première guerre mondiale. Depuis plus de trente ans le pays est gouverné par le président Eyadéma; ancien sergent de l'armée coloniale, ayant fait ses preuves lors de la guerre d'Algérie, Eyadéma gagna aux yeux des impérialistes français son droit d'accession à la magistrature suprême en assassinant Sylvanus Olympio, le premier président du Togo indépendant, qui avait eu le tort de vouloir se tourner vers les Etats-Unis. Ce petit paradis néo-colonial, dont l'économie repose sur l'exploitation d'un grand gisement de phosphate par l'Office Togolais des Phosphates (OTP) - et accessoirement sur la contrebande: c'est depuis le Togo, au vu et au su de Paris, que Savimbi, le chef du groupe rebelle angolais UNITA, organise le trafic de diamants en direction d'Anvers qui alimente sa guerre - a rarement les honneurs de l'actualité. Et quand le cas se produit, c'est lorsqu'éclatent des troubles ou que se produisent des massacres d'opposants.

C'est ce qui s'est produit ce printemps, lors de la publication d'un rapport de l'organisation Amnesty International: «Togo, Etat de terreur». S'appuyant sur de nombreux témoignages, le rapport d'A.I. notait «la volonté délibérée des Forces Armées Togolaises et de la gendarmerie nationale de terroriser la population civile, surtout à la veille de grands rendez-vous électoraux, lorsque les autorités togolaises pressentent la volonté de changement au sein de la population. Il en a été ainsi lors de la manifestation pacifique de janvier 1993 et lors du scrutin présidentiel de juin 1998». Et il continuait:

«La pratique de la détention arbitraire a toujours été une constante au Togo (...). Les forces de sécurité ont toujours eu recours à la torture au Togo. Au cours de cette dernière décennie, les forces de sécurité en auraient pourtant fait un usage systématique au moment de l'arrestation de suspects ou lors de leur transfert dans les centres de détention. (...) Depuis plusieurs années, des centaines de civils ainsi que des militaires ont été victimes d'exécutions extrajudiciaires. En

juin 1998, pendant la campagne pour les élections présidentielles, et après la proclamation des résultats, des centaines de personnes, dont des militaires, ont été exécutées de manière extrajudiciaire. Des corps ont été retrouvés sur les plages au Togo et au Bénin [Etat frontalier - NdR], des (centaines de) cadavres ont été vus en haute mer durant au moins 4 jours au large du Bénin». Selon les témoignages les victimes auraient été jetées à la mer d'avions ou d'hélicoptères.

Parmi les cas de répression passés en revue par A.I. il se trouve des prolétaires condamnés pour militantisme, comme les 2 frères Hooper travaillant à l'OTP, qui ont été condamnés en 1994 à plusieurs années de prison pour activité syndicale. En novembre 1996 un autre travailleur de l'OTP, Anani Teko-Allyn, qui avait commis le crime de demander que les enfants des ouvriers puissent bénéficier, comme ceux des cadres, du ramassage scolaire était battu à mort chez lui par des gendarmes.

Pour calmer les tensions qui s'accumulaient dans le pays, les autorités togolaises, étroitement conseillées par l'impérialisme français, avaient décidé en 1993 d'organiser des élections; mais la campagne électorale fut marquée par un déchaînement de violence de la part des autorités et un boycott des élections par l'opposition; alors même que le Ministre français de la Coopération et le secrétaire d'Etat allemand aux Affaires étrangères (en tant qu'ancienne puissance coloniale...) étaient sur place pour tenter de trouver une issue, les militaires se livraient à des massacres dans les quartiers populaires de la capitale. Ne pouvant pas ne pas marquer leur réprobation, la France et l'Allemagne, suivies par les autres pays européens, suspendaient alors leurs accords de coopération avec le Togo. Mais A.I. note sombrement: «La France a repris sa coopération un an après. Cependant cette année de suspension française n'a pas eu de grandes conséquences, car les crédits de coopération votés se sont poursuivis jusqu'à leur échéance»: cette «coopération» étant avant tout une coopération avec les intérêts français présents sur place, il n'était évidemment pas question de

l'interrompre réellement!

Une nouvelle tentative d'organiser la réélection d'Eyadéma par des «élections démocratiques» en 1998 s'est soldée par les massacres dont nous avons parlé plus haut.

La diffusion du rapport d'A.I. a suscité la réaction directe des autorités togolaises sous la forme de passages à tabac ou d'arrestation de ceux qui sont soupçonnés de renseigner cette organisation, et la réaction un peu plus élaborée de leurs parrains impérialistes français.

Et qui voit-on premier rang des défenseurs du sinistre gouvernement togolais? L'ancien premier ministre socialiste Michel Rocard lui-même! En tant que président de la Commission parlementaire européenne des relations avec les pays du Tiers-Monde, Rocard oeuvrait en effet pour la levée des sanctions européennes envers le Togo. La publication du rapport d'A.I. risquait de bloquer ces efforts, les autres pays européens trouvant là une excuse en or pour refuser d'accorder aides et crédits qui, de toutes façons, ne profitent qu'à l'impérialisme français. On a donc assisté à toute une campagne, sinon pour réhabiliter le sanglant régime togolais, chose évidemment impossible, mais pour relativiser ses crimes et les ramener à de simples «bavures» de subordonnés trop zélés. L'impayable Vergès est même venu une nouvelle fois défendre Eyadéma au nom de l'anti-impérialisme... En outre les autorités françaises ont organisé des discussions entre le gouvernement et les politiciens d'opposition togolais pour arriver à un ralliement de ces derniers au statu quo (reconnaissance du régime).

Le couronnement de tous ces efforts a été la visite de Chirac cet été pour réaffirmer solennellement le soutien français au régime. Dans ces conditions la «lettre ouverte» adressée auparavant par A.I. à Chirac ne pouvait que montrer, si besoin en était, l'impuissance fondamentale de ce type d'organisations à modifier l'action des Etats:

«La communauté internationale des défenseurs des droits humains attend beaucoup de votre visite au Togo, car la France a un rôle particulièrement important à jouer, compte tenu de son influence. Nous espé-

rons que votre visite marquera le début d'un véritable dialogue avec le gouvernement togolais et vous permettra (...) de [lui] recommander d'inviter [les organisations de l'ONU] (...) à enquêter sur les crimes passés, de [lui] demander de mettre fin aux représailles et au harcèlement, de l'inviter à honorer [ses] engagements (...)».

De même que ceux qui manifestaient lors du sommet de la francophonie au Canada contre la présence d'Eyadéma, de Kabila ou autres dictateurs africains, A.I. fait semblant de ne pas savoir, c'est-à-dire cache que ces dictateurs ne sont rien d'autre que les **hommes de main de l'impérialisme**. Si ce sont indéniablement des criminels, encore plus criminels sont ceux qui leur donnent les moyens d'agir, qui leur fournissent un soutien sans lequel ils ne pourraient ni perpétrer leurs crimes ni se maintenir au pouvoir (en 1986 la France avait envoyé des troupes soutenir le régime contre une attaque d'opposants), (1): les grands dirigeants à qui on demande poliment de condescendre à faire un geste, les présidents et premiers ministres, anciens ou présents, les hommes politiques de droite ou de gauche au service de la classe bourgeoise et de son meurtrier système d'exploitation.

La solidarité réelle avec les victimes de la répression au Togo ou ailleurs implique donc la lutte anti-capitaliste, la lutte contre «notre» propre impérialisme, contre «notre» propre bourgeoisie, si elle veut être autre chose que des phrases creuses ou des vœux pieux. C'est aux prolétaires d'ici qu'il reviendra de venger les victimes de là-bas en reprenant la lutte pour s'attaquer au pouvoir bourgeois et déclencher la révolution communiste internationale.

(1) En vertu d'un accord secret de défense, comme il en existe avec la plupart des anciennes colonies, la France avait envoyé en septembre 86 des centaines de paras et plusieurs avions Jaguar au secours du régime (voir «Le Proletaire» n° 389). Par ailleurs l'impérialisme français fournit armes et matériel et conseillers militaires aux forces de répression.

Massacres et appétits impérialistes au Timor

(Suite de la page 7)

de façon criminelle avec la vie de la population, et elle porte donc sa part de responsabilité dans les massacres: précipitant le référendum d'autodétermination (5), elle a fait croire aux masses qu'il n'y avait pas de danger et elle a obstinément refusé de prendre la moindre mesure alors qu'elle était au courant des préparatifs et des plans de l'armée. Puis, lorsque les massacres et les déportations ont commencé, elle a laissé militaires et soldats indonésiens accomplir leurs méfaits, acquiesçant même à la mise en place de l'état d'urgence sur le territoire par l'armée (ce qui avait été expressément interdit par les accords préparatoires au référendum). C'est donc avec raison que des membres d'organisation humanitaire accusent l'ONU de «co-responsabilité» dans les massacres; mais ils ne vont pas assez loin lorsqu'ils expliquent cette attitude par «le cynisme ou l'incompétence» des responsables onusiens. En réalité, cette attitude s'explique par le fait que contrairement à ce que prétend la propagande bourgeoise, l'ONU et ses casques bleus ne sont pas une force de paix, neutre et désintéressée, agissant seulement pour venir en aide aux malheureux, mais un instrument de l'impérialisme mondial, et plus précisément des pays capitalistes les

plus puissants.

Les prolétaires et les masses exploitées doivent nourrir la plus grande méfiance envers cette caverne des brigands qu'est l'ONU, et ils doivent considérer comme leurs ennemis ceux qui prétendent que le recours à l'ONU est la solution pour mettre fin aux guerres et aux massacres. Non! Ce n'est pas l'ONU, c'est-à-dire l'impérialisme sous un casque bleu, qui y mettra fin, mais uniquement la lutte des prolétaires et de tous les exploités, indépendamment et contre toutes les forces et organisations bourgeoises, nationales et internationales, culminant dans la destruction du capitalisme international. Les masses est-timoraises ont chèrement payé la confiance qu'elles avaient placée dans l'ONU, dans les conciliateurs indépendantistes, dans les pacifistes religieux. On ne peut combattre l'oppression, la répression et les massacres par des prières, par des bulletins de vote, par le pacifisme ou en demandant l'aide des gangsters impérialistes, mais seulement en opposant la force à la force, la force des prolétaires unis au-dessus des frontières de race, de religion ou d'Etat à la force de l'Etat bourgeois.

Voilà une leçon brûlante qui ne vaut pas seulement pour les opprimés du petit Timor, mais pour les prolétaires du monde entier.

(1) Les témoignages sont très nombreux sur l'armement et l'entraînement par l'armée des milices et la mise en oeuvre par celle-ci de l'opération dite «Nettoyage total» depuis mars avec l'installation de la milice Aitarak dans la capitale du Timor Oriental. cf «Le

Monde», 8/9/99. La mission de l'ONU avait eu connaissance de ce plan, mais n'avait eu aucune réaction.

(2) Par exemple, l'accord de New York du 5/5/99 entre le Portugal et l'Indonésie demandait à la soldatesque indonésienne d'assurer la sécurité des populations qu'elle avait féroce ment réprimé pendant plus de 25 ans!

(3) Selon «Le Monde» du 6/9/99: le chef des indépendantistes, emprisonné à Djakarta, avant même d'être libéré, «a donné le ton, rencontrant généraux indonésiens, diplomates américains ou portugais, prêchant chaque fois la réconciliation, la transition souple vers l'indépendance, la cohabitation future, une fois l'indépendance acquise, avec le géant indonésien». Tandis qu'à Timor, à l'occasion d'une conférence de presse pour annoncer un accord de «réconciliation» avec les milices (rompu dès le lendemain par celles-ci) «l'un des commandants du Falintil (la guérilla indépendantiste) a créé la surprise en reconnaissant des "erreurs passés" et en donnant l'accolade au chef de la milice Aitarak qui a contribué à terroriser la population de Dili pendant des semaines», etc.

(4) cf «Financial Times», 13/9/99. Le Japon qui fournit 60% de l'aide à l'Indonésie, a été le pays le plus opposé aux sanctions.

(5) C'est l'avis d'un responsable d'une association portugaise de soutien aux indépendantistes («Le Monde Diplomatique», juin 99) ou du correspondant du Financial Times (7/9/99) - assassiné quelques jours plus tard - qui affirme que le chef des indépendantistes préconisait une période intermédiaire d'autonomie, plutôt que l'indépendance immédiate.

CORRESPONDANCE :

POUR LA FRANCE :

Editions Programme, 3 rue Basse

Combalot, 69007 Lyon

POUR LA SUISSE :

Editions Programme, Ch. de la

Roche 3, 1020 Renens

POUR L'ITALIE :

Il Comunista, C. P. 10835, 20110

Milano

No d'inscription à la commission paritaire de presse: 52926. Directeur-gérant: Dessus. Versements: timbres poste ou chèque à l'ordre de: Dessus. Abonnement au «proletaire»: 50 FF / 200 FB / 30 FS / 15000 Li. Abonnement de soutien: 100 FF / 400 FB / 60 FS / 30000 Li. «programme communiste» (Revue théorique), le numéro: 25 FF / 10 FS / 140 FB / 5000 Li / £ 3 / 10 DM / Amérique latine: US \$ 1 / USA et Cdn: US \$ 4 / 450 Pts. Abonnement: le prix de 4 numéros. Abonnement de soutien: 200 FF / 1000 FB / 80 FS / 40000 Li / 80 DM / £ 25 / 3500 Pts / Amérique latine: US \$ 8 / USA et Cdn: US \$ 35. «il comunista», le numéro: 2000 Li / 10 FF / 40 FB / 5 FS. Abonnement: 18000 Li / 60 FF / 240 FB / 35 FS. Abonnement de soutien: 30000 Li / 125 FF / 500 FB / 70 FS. «el programa comunista», le numéro: 400 Pts / 250 Esc. / America latina: US \$ 0,5 / USA et Cdn: US \$ 3 / 20 FF / 120 FB / 8 FS / 4000 Li / 8 DM / 20 Krs. Prix de soutien, le numéro: 800 Pts / 500 Esc. / America latina: US \$ 1 / USA et Cdn: US \$ 6 / 40 FF / 240 FB / 16 FS / 8000 Li / 16 DM / 40 Krs. Imprimé par nos soins.